L'unité

N° 113 -3F L'hebdomadaire du Parti socialiste 31 Mai 1974

LA PEAU DE L'U.D.R.

« L'ère nouvelle de la politique française » annoncée par Valéry Giscard d'Estaing à l'instant où il venait d'entrer, à pied, à l'Elysée a montré ses premières limites dès le lendemain, à l'heure où a été rendue publique la composition du gouvernement Chirac.

La nouveauté, certes, n'en n'est pas absente. Mais elle se situe davantage au niveau des règlements de comptes qu'à celui du changement véritable promis tout au long de la campagne. Que les réformateurs aient réussi, dans ce gouvernement, à se tailler la part du lion au détriment des autres centristes qui avaient eu le tort de soutenir Chaban-Delmas et surtout de l'U.d.r, à qui on demande seulement de continuer à fournir les gros bataillons à l'Assemblée nationale, voilà bien une innovation qui dépasse d'ailleurs, semble-t-il, les intentions du Président. Nouveauté aussi, mais combien significative, celle qui consiste à confier le ministère de l'Economie et des Finances à un grand banquier privé, qui ne sera d'ailleurs pas dépaysé

(suite en page 2)



Les dossiers noirs de Giscard

P.S. : DES ADHESIONS PAR MILLIERS

Sommaire

3 **PARTI SOCIALISTE : DES ADHESIONS PAR MILLIERS, PAR ANTOINE VIOLET.**

UN APPEL DE FRANCOIS MITTERRAND.

4 **DES LETTRES PAR MILLIERS.**

PARIS XVIIIe : TRENTE D'UN COUP, PAR JOSETTE BARBIERI.

6 **GOUVERNEMENT : CE PRINCE QUI NOUS GOUVERNE, PAR ANTOINE VIOLET.**

Finalement ce gouvernement ne compte, politiquement, qu'un homme-clé : le prince Poniatowski.

7 **RIEN QUE DES P.D.G. (SUITE).**

8 **CHANGER LA VIE POLITIQUE.**

9 **PARLEMENT : LA PEAU DE L'U.D.R., PAR SERGE RICHARD.**
Poniatowski ne veut pas « casser » l'U.d.r., mais la briser. Comme on « brise » une chaussure pour qu'elle aille mieux au pied.

10 **GISCARD AU PIED DU MUR.**

11 **SIMCA-CHRYSLER : LE DROLE DE JEU DE LA C.F.T., PAR CHRISTINE COTTIN.**

12 **ECONOMIE : LES DOSSIERS NOIRS DE GISCARD, PAR GUY PERRIMOND.**
Les principaux dossiers économiques qui attendent le nouveau président s'appellent : inflation, déficit de la balance commerciale, politique industrielle. Aucun n'est exaltant.

14 **CHANGER LA VIE SOCIALE ET ECONOMIQUE.**

15 **ALLEMAGNE : L'APRES-BRANDT, PAR CLAUDE FUZIER.**

18 **CHANGER LA VIE CULTURELLE.**

20 **ACTION CULTURELLE : UN MAGNETOSCOPE EN FOREZ, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS.**
L'expérience de Sail-sous-Couzan prouve que le magnétoscope peut jouer dans la vie d'un peuple le rôle tenu autrefois par les troubadours et les bateleurs.

L'OPERATION 19 MAI, PAR BERNARD PINGAUD.

21 **MATERNELLES : POUR DES MAISONS DE L'ENFANCE, PAR JEAN-PIERRE MOULINS.**

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 12) Barrigues (pages 7, 13, 15, 17) Jean-Pierre Coureuil (pages 1, 3, 9) Huper (page 9) Keystone (page 6) Pascal Lebrun (page 14) Teich (pages 8, 24).

→

au milieu des présidents directeurs généraux et administrateurs de sociétés française et multinationales réunis dans ce gouvernement. Quant aux hauts fonctionnaires auxquels ont été confiés des postes-clés, ils témoignent tout simplement que celui qui reprocha un jour à de Gaulle de pratiquer « l'exercice solitaire du pouvoir » entend bien se réserver un vaste domaine pour y imposer directement sa propre politique.

Au-delà du spectacle, la grande surprise annoncée se ramène à une constatation simple : le gouvernement Giscard d'Estaing Chirac - Poniatowski est bien un gouvernement de classe dont on ne voit pas pourquoi et comment il ferait autre chose qu'une politique de classe. Sans doute, le nouveau président de la République va-t-il tenter, à partir de quelques mesures sociales, d'élargir sa fragile base électorale. Mais on voit mal comment ceux qui ont exprimé le 19 mai une réelle volonté de changement — c'est-à-dire la totalité des électeurs de François Mitterrand mais aussi les électeurs les plus modestes de Giscard d'Estaing — pourraient trouver satisfaction dans une politique qui, de par la nature même des hommes chargés de la mettre en œuvre, demeurera inévitablement au service des grands intérêts financiers.

On s'apercevra vite qu'il n'y a de changement possible qu'à partir des réformes de structures proposées par la gauche et sur lesquelles se fondait le plan économique de François Mitterrand. La tâche de la gauche est donc de préciser ses propositions, de les rendre encore plus concrètes, de convaincre de nouvelles catégories sociales que ces propositions constituent la seule réponse efficace aux problèmes qui se posent aujourd'hui à la France et aux Français. La majorité des travailleurs, des jeunes, des forces vives du pays l'ont déjà compris le 19 mai. Le formidable courant populaire qui s'est exprimé ce jour-là ne peut que grandir encore au fur et à mesure qu'apparaîtra le bluff qui a permis à Giscard de l'emporter de 425 000 suffrages. Il grandira d'autant plus que la gauche saura préserver l'union réalisée et prendre les initiatives nécessaires pour l'étendre encore. Les différentes rencontres qui ont eu lieu cette semaine et dont le Parti socialiste aura été le centre soulignent que c'est bien la volonté de tous et que sont parfaitement vains les espoirs formulés dans l'entourage du nouveau Président de voir ceux qui se sont rassemblés autour de la candidature de François Mitterrand repartir chacun de leur côté.

Tout au contraire, l'accueil mitigé fait au nouveau gouvernement par les commentateurs les plus zélés, dont certains évoquent même, non sans raison, le souvenir de la IVe République, soulignent que les contradictions sont dans l'autre camp.

En dépit de l'exceptionnelle « souplesse » des dirigeants de l'U.d.r., il est clair que la majorité prétendument « nouvelle » porte en elle tous les ferments de crise. N'en déplaise à Giscard d'Estaing et aux stratèges qu'il a placés à l'Hôtel Matignon et au ministère de l'Intérieur, la gauche, quant à elle, n'est pas à la veille de se laisser entamer.

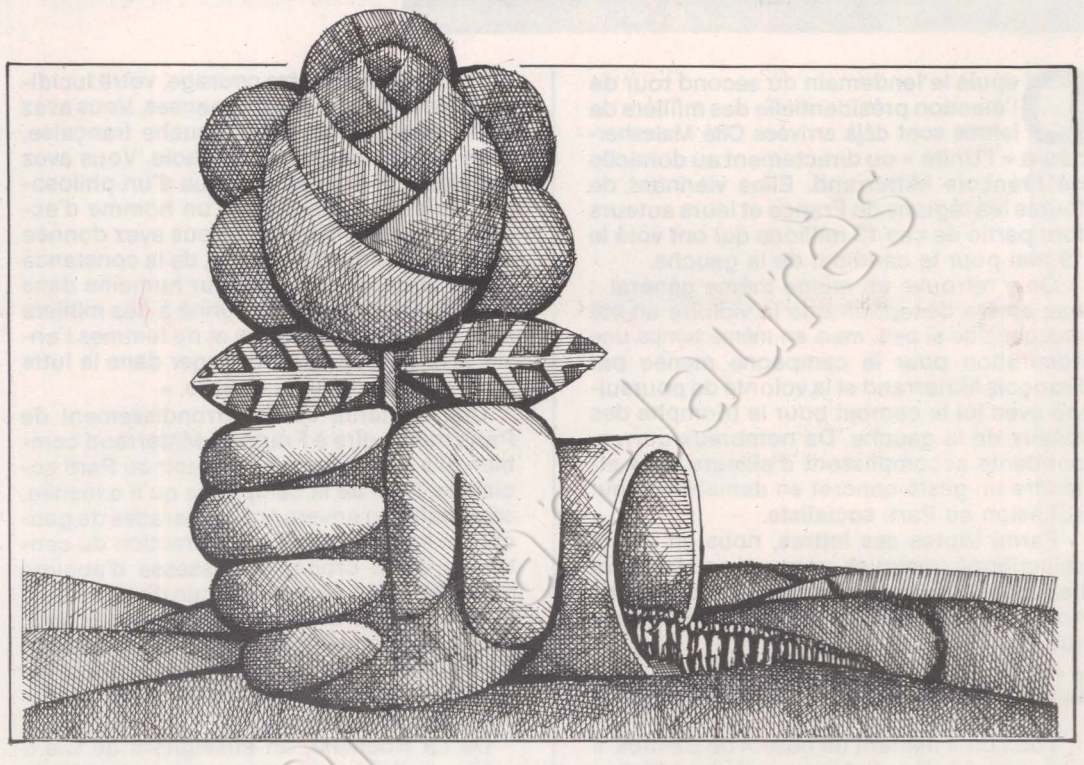
CLAUDE ESTIER

Parti socialiste

DES ADHESIONS PAR MILLIERS

Sans attendre la Convention nationale fixée au 15 juin, le Comité directeur du P.s. a pris samedi dernier une série de décisions importantes inspirées par l'exceptionnel courant de sympathie et d'adhésions qui se manifeste depuis le 20 mai. Depuis dix jours, plusieurs secrétaires occupent leurs journées, Cité Malesherbes, à ouvrir et à classer les milliers de lettres — nous en citons quelques-unes dans les pages suivantes — qui expriment à François Mitterrand la reconnaissance pour la campagne qu'il a menée et la volonté de poursuivre avec lui le combat politique. Depuis dix jours aussi, toutes les sections de France voient affluer des nouveaux adhérents qui ont décidé de franchir le pas (**voir notre reportage**). Une première comptabilisation permet de penser que, dans le courant du seul mois de mai, dix mille adhésions auront ainsi été enregistrées.

Afin d'encourager ce mouvement, le Comité directeur a décidé d'ouvrir un Bureau national d'adhésions au siège même du Parti. Il suffit donc de se présenter ou d'écrire 12, cité Malesherbes, Paris 9e, d'où les nouveaux adhérents seront ensuite « ventilés » sur la section correspondant à leur domicile. Henri Delisle, que Louis Mermaz remplace au secrétariat national aux Fédérations, va prendre en charge cette campagne de recrutement que François Mitterrand supervisera directement. Elle doit prendre le maximum d'ampleur d'ici au mois de juillet, mais aussi trouver un rebondissement dès la rentrée de septembre, un premier objectif étant que le Parti socialiste se trouve à la fin de 1974 fort d'au moins 50 000 membres supplémentaires.



L'élargissement du Parti doit d'ailleurs aller de pair avec l'accroissement de ses effectifs. Sur ce plan, le Comité directeur a approuvé la note d'orientation, présentée par Pierre Mauroy, qui sera précisée à la Convention du 15 et à partir de laquelle doit être soigneusement préparée la rencontre nationale d'octobre. Avec, pour cette dernière, un but précis : parachever le rassemblement dans une même organisation de tous ceux qui se reconnaissent dans un projet socialiste de société et dont un certain nombre sont encore en dehors du Parti socialiste : membres du P.s.u., syndicalistes désormais décidés à l'engagement politique, orphelins du gaullisme de gauche. Aucun de ceux-là n'admet que le 19 mai soit un échec. En préservant et en développant l'union qui a porté la gauche au plus haut niveau qu'elle ait jamais atteint, le Parti socialiste entend être demain l'instrument décisif de sa victoire.

A. V.

coll. Fondation Jaurès



DES LETTRES

Depuis le lendemain du second tour de l'élection présidentielle des milliers de lettres sont déjà arrivées Cité Malesherbes, à « l'Unité » ou directement au domicile de François Mitterrand. Elles viennent de toutes les régions de France et leurs auteurs font partie de ces 13 millions qui ont voté le 19 mai pour le candidat de la gauche.

On y retrouve un même thème général : une amère déception que la victoire ait été manquée de si peu, mais en même temps une admiration pour la campagne menée par François Mitterrand et la volonté de poursuivre avec lui le combat pour le triomphe des idéaux de la gauche. De nombreux correspondants accomplissent d'ailleurs sans attendre un geste concret en demandant leur adhésion au Parti socialiste.

Parmi toutes ces lettres, nous en avons sélectionné quelques-unes qui en résument beaucoup d'autres et dont les motivations nous ont paru particulièrement significatives.

L'envie de s'engager

Voici un « militant de base » de Saintes. Il a participé à des réunions, collé les affiches en campagne et en ville, distribué les tracts, des journaux, donné un peu de son temps et un peu de son argent pour que la gauche gouverne le pays. Le soir du 19 mai, ce n'était pas la fête : « J'ai beaucoup pensé à vous, écrit-il à François Mitterrand, à votre tristesse, à vous qui avez donné votre vie pour la cause à laquelle j'ai donné si peu. Vous ne devez pas être déçu : vous vous êtes battu comme un lion, vous avez fait exactement ce qu'il fallait faire, comme il fallait le faire ; vous avez combattu la puissance de l'argent et l'intrigue avec votre courage, votre lucidité, votre talent qui sont immenses. Vous avez été le rassembleur de la gauche française, vous en êtes devenu le symbole. Vous avez manifesté la grandeur de vue d'un philosophe et le sens politique d'un homme d'action. Grâce à l'image que vous avez donnée de la rigueur dans l'analyse, de la constance dans l'attitude, de la chaleur humaine dans les rapports, vous avez donné à des milliers et des milliers d'hommes et de femmes l'envie et le courage de s'engager dans la lutte pour un monde juste et libre. »

Une militante du 6e arrondissement de Paris tient à dire à François Mitterrand combien elle est « fière d'appartenir au Parti socialiste, fière de la campagne qu'il a menée, sans trahison envers nos camarades de gauche, ni compromission en direction du centre ou de la droite, ni bassesse d'aucune sorte. Bien sûr, comme chacun d'entre nous, je suis un peu triste et déçue, mais je suis, moi aussi, convaincue que notre victoire est inéluctable pour peu que nous nous remettions tous à la tâche sans tarder chacun à notre niveau. »

De La Rochelle, un enseignant de C.e.t. écrit : « J'ai voulu que votre nom soit le symbole d'un grand rassemblement, j'ai œuvré dans l'ombre et nous avons presque gagné. J'étais, goutte d'eau dans une mer, un de ceux qui ont crié leur joie lors du rassemblement de La Rochelle et ce grand courant fraternel ne pouvait tromper : seule la gauche est capable de rassembler tant d'hommes de bonne volonté. J'ai oublié ma peine, Monsieur Mitterrand, nous sommes des millions à croire et notre foi est inébranlable. »

Le maire d'une commune du Nord, militant socialiste depuis 1969, électricien à l'aciérie Usinor, souligne qu'il est bien placé pour dire « combien vous avez su créer pendant cette campagne électorale un climat d'espérance dans le peuple et la classe ouvrière. Aujourd'hui, la déception est grande parmi les travailleurs, mais quelque chose d'irréversible est mis en place, une prise de conscience d'une nouvelle force politique capable de rassembler toutes les masses populaires. »

Le début de quelque chose

Une électrice de Champigny a, elle aussi, rapidement surmonté le premier moment d'abattement en analysant les chiffres : « Ils représentent une prise de conscience politique très positive de la part des Français, une solidarité, un dynamisme, une force considérable. Oui, comme l'a dit François Mitterrand, quelque chose vient de commencer, qui ne s'arrêtera pas de sitôt. »

Le début de quelque chose, c'est bien le sentiment que l'on retrouve dans les innombrables lettres de jeunes correspondants. Des moins de 21 ans qui ont été privés du droit de vote et d'autres, un peu plus âgés, à qui cette bataille a donné l'espoir d'une prochaine victoire.

Une étudiante en droit de 19 ans regrette de toute son âme de ne pouvoir offrir qu'une lettre arrivant après la bataille : « J'aurais bien évidemment préféré vous donner mon bulletin de vote, mais ce n'est pas de ma faute si je fais partie de ces Français qu'on estime en âge de travailler pour enrichir leur pays, mais non de décider de ce qu'on fera

PAR MILLIERS

de cette richesse. C'est parce que je n'ai pu m'exprimer en votant que je ressens le besoin de le faire en vous écrivant. Au-delà de l'amertume, de la tristesse et même du désespoir, je tiens à témoigner que les jeunes qu'on a condamnés au silence sont là à vos côtés et que vous seriez aujourd'hui le président de la République française si on ne les avait privés de la liberté de s'exprimer qui leur est reconnue partout ailleurs. »

D'Auch, cette autre lettre : « Merci pour tout. Merci pour l'espoir que vous nous avez donné. J'ai 25 ans et je suis sûr maintenant que je serai de la génération qui verra le socialisme. »

Et celle-ci, de Fréjus : « Bien que jeune — j'ai 23 ans et je suis étudiant en médecine à Nice — je réalise l'immense progrès que la gauche vient de réaliser. En mars 1973, les trois partis signataires du programme commun obtenaient un premier succès. Aujourd'hui, nous savons tous et toutes que le triomphe est au terme de cette magnifique voie que vous avez si courageusement tracée. La jeunesse peut enfin espérer des lendemains plus justes. Merci, François Mitterrand. »

Les commerçants et artisans ont, dit-on, boudé le candidat de la gauche. Ce n'est en tout cas pas vrai pour tous. De Reims, cette lettre : « Je suis un artisan carrossier qui travaille dur avec son fils et un apprenti, et je n'ai pas besoin de vous dire quel est notre désespoir de ne pas vous avoir comme président. Vous étiez notre soutien moral et notre seule planche de salut, afin de nous défendre contre ces gros qui nous font mourir à petit feu. Nous n'aurons jamais confiance en Giscard. Sachez que l'ensemble de notre corporation, artisans, commerçants, vous remercie du fond du cœur de tout le mal que vous vous donnez pour nous défendre. »

Beaucoup de ceux qui n'étaient hier que des électeurs de gauche ont décidé de franchir le pas et d'adhérer au Parti socialiste.

Un chef d'entreprise installé à Paris, mais natif de Carcassonne, remercie François Mitterrand d'avoir réalisé l'union de toutes les forces de gauche : « J'ai 44 ans, je pense de mon devoir de prendre maintenant une part active à votre combat, je serais donc désireux de militer au sein du Parti socialiste auquel, dans la mesure de mes faibles moyens, mais avec toute ma conviction, je voudrais apporter ma collaboration. »

Décidés à militer

De Toulouse : « Il convient au lendemain de ce deuxième tour que tous les démocrates qui se reconnaissent dans le mouvement populaire qui a soutenu François Mitterrand demeurent mobilisés pour préparer cette relève qui s'impose chaque jour un peu plus. Après avoir observé avec intérêt, puis passion la patiente transformation du Parti socialiste, je décide d'y adhérer et je vous demande également de bien vouloir m'abonner à « l'Unité ».

De Paris (9e), cette autre demande d'adhésion : « Nous appartenons à des familles bourgeoises de tradition. Que ce soit Jean-Jacques, 26 ans, ingénieur des Ponts et Chaussées, Nicole, 24 ans, professeur de musique au Conservatoire, Michel, 27 ans, assistant-réalisateur de cinéma, et moi-même, 27 ans, secrétaire de direction d'une entreprise commerciale, nous qui n'avons jamais eu à lutter ni à souffrir pour nous faire une situation, eh bien, nous avons pris conscience de l'injustice profonde qui existe en France, des promesses non tenues depuis plus de 15 ans, de notre économie mal gérée, de notre capital national dilapidé. Et nous voulons le changement, le vrai changement, celui que seule la gauche peut nous apporter. Le soir du 19 mai, nous étions réunis la gorge serrée et j'ai vu mon père de 63 ans, lui qui a milité en 1936 pour le Front populaire, dire avec émotion : « Je n'aurai jamais la joie de voir en France un président de la République socialiste ». Quant à moi, je réponds à votre appel en me faisant inscrire aujourd'hui même au Parti socialiste. »

Adhésion encore d'un gaulliste de gauche de Strasbourg : « Je veux, au lendemain de ce succès qui n'a pu être transformé en victoire, vous dire que je rejoins définitivement les rangs socialistes. Je vous rejoins décidé à militer pour cet idéal, à ne pas ménager mes efforts et à faire tout ce que je pourrai pour aider à la victoire prochaine. »

François Mitterrand était le candidat de toute la gauche et des militants d'autres organisations qui ne songent pas pour autant à adhérer au Parti socialiste tiennent aussi à lui rendre hommage. Une électrice communiste d'Elancourt (78) écrit : « Vous nous avez donné beaucoup pendant cette campagne, vous étiez prêt à nous donner plus encore : un espoir, un enthousiasme, une passion pour la vie de ce pays qui ne sont pas prêts de s'éteindre. Nous devons nous féliciter d'avoir un homme comme vous à nos côtés, nous devons être fiers de vos vertus qui sont grandes et souhaiter que vous restiez là où nous vous avons placé, à la tête d'une opposition qui doit rester forte et cohérente. »

simplement sa prise de position : « Je viens d'avoir 21 ans, j'ai voté pour la première fois et j'ai éprouvé le besoin de m'engager. Je suis comptable dans une entreprise paysagiste. Il y a 130 ouvriers, pas de syndicats et ma meilleure amie est giscardienne. » Elle raconte volontiers : « J'ai envie de contacts. Je prépare le B.t.s. de comptable par correspondance. Je vis bien, j'ai une voiture, un garage, pas de souci d'argent. » Rue du Mont-Cenis, son studio est sur le même palier que l'appartement de sa tante. La sage petite fille d'Etampes venue vivre à Paris sait ce qu'elle fait. Sa voix douce monte un peu : « Je ne crois pas que Giscard restera, c'est pourquoi je me suis engagée. »

Ded, correctrice de presse — « mon boulot alimentaire » — blonde, en jean, une « vieille » au passé politique chargé. Son adhésion au P.s. ? « Un truc qui traînait depuis longtemps ».

Jeanne, 45 ans. Mariée, deux enfants (17 et 13 ans). Secrétaire médicale à mi-temps. Sa première prise de parole : 1968. Elle a parlé des femmes, du quartier, des logements. Le député U.d.r. d'alors lui a dit qu'elle avait été mauvaise... et pour cause ! Le P.s. n'est pas venu la chercher. Retombée dans l'anonymat de la vie « d'après », la flemme aidant, elle restait sympathisante... S'inscrire à « Choisir », au Mlac, au M.l.f., elle y songeait. Son beau-frère est au P.c. « Ca lui prend beaucoup de temps ». Elle estime que le P.s.u. est un parti trop « intellectuel », bien que Rocard lui plaise bien. Le P.s., c'est plus simple, plus populaire. En bas de la rue Championnet, elle ne recontrait jamais de socialistes. Elle en sera.

Comment, où, se situent les nouveaux adhérents, qui sont-ils ? Et, pourquoi viennent-ils ? Pour accélérer la mutation d'un parti ? Pour aller plus vite ? Pour être en accord avec leur désir et leur volonté ? Un peu pour tout cela. Et aussi par nécessité. Enfants d'employés, d'enseignants, élevés à l'ombre d'une vieille culture socialiste traditionnelle, aucun n'était tenté par un parti quelque peu sclérosé. La lutte des classes — même lorsqu'on se situe dans la classe moyenne — on sait ce que c'est. Tous étant venus au P.s. après la signature du programme commun, les relations avec le P.c. sont au centre du débat. « On a gagné parce qu'on était unis ». Ils entendent étendre la lutte unitaire : « Chacun de son côté, ce n'est pas incompatible. » Et d'abord lutter contre l'anticommunisme. Dans les réunions de quartier, le porte à porte, la discussion, ce sont là des moyens d'action « payants ». La lutte individuelle, en quelque sorte. La lutte au niveau de l'entreprise aussi. Hélène, cadre responsable chez Rhône-Poulenc, explique combien il est difficile de convaincre « en souplesse, avec gentillesse ». Marc, médecin-spécialiste, habite le quartier neuf des Grandes Carrières. Du syndicalisme étudiant au P.s. en passant par le militantisme au sein d'un groupe d'études marxistes, il souhaite ne pas négliger la réflexion politique, mais « militer humblement ».

« Chacun dans son secteur peut être utile ». C'est Pierre-Louis, 30 ans, « barraqué », dingue de sport et d'action culturelle — il est comédien — qui souhaite du « concret » : « Comme la réalisation du foyer Léo-Lagrange. Là, la gauche a montré ce qu'elle pouvait faire ». Et Louis de renchérir : « Il ne s'agit pas de parler à la mode Giscard, ce n'est pas tout de parler avec des chiffres. Il faut donner des arguments imagés ». S'il n'a plus été actif depuis 1960, il se souvient : il avait 17 ans en 1958 et militait à la Jeunesse communiste. Aujourd'hui, il vit avec son frère. Ils sont tous deux ouvriers. Au chômage. Mais parlent de la qualité de la vie. En sensibilisant là où ça pèche, ils « font du direct au cœur ».

Ceux-là, ces femmes et ces hommes conscients qui se sentent « plus authentiques », étaient « 30 nouveaux » lundi soir dans une section de Paris. En France, ils étaient des milliers. Ils sont venus pour le « troisième tour ».

JOSETTE BARBIERI

CE PRINCE QUI NOUS GOUVERNE

Finalement ce gouvernement ne compte, politiquement, qu'un homme clé : le prince Poniatowski.

La Ve République-ter, comme la bis — celle de Georges Pompidou, de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud — n'échappe décidément pas aux charmes douteux de la double hiérarchie. Lundi dernier, « France-Soir » utilisait la même « une » pour annoncer la nomination de Jacques Chirac à l'Hôtel Matignon et celle de Claude Pierre-Brossolette au secrétariat général de l'Elysée. Il fallait voir là plus qu'une facilité typographique. Il y a certes un Premier ministre, mais il y a aussi un super-Premier ministre. Sur la rive droite de la Seine : à l'Elysée (voir ci-dessous).

Mardi dans la journée, au milieu des cris des « réformateurs » trop avides et des chuchotements des gaullistes aigris **(voir page 9)**, Chirac formait le nouveau gouvernement. La lecture des noms faite, le temps de la découverte passé, une première constatation s'impose : ce nouveau ministère comprend aux postes importants plus de grands commis de l'Etat que d'élus du peuple, plus d'administrateurs de sociétés que d'idéologues, plus de technocrates que de politiques **(voir notre encadré).** Bien sûr, on peut étudier le dosage politique subtil qui a fait de Michel Durafour un ministre du Travail et du baron Olivier Guichard un partant. Bien sûr on peut s'étonner que Raymond Marcellin ne soit pas là, que Michel Jobert soit parti si facilement. Mais ici n'est pas l'essentiel. Les hommes qui administreront demain les grands ministères ne tiennent pas leur pouvoir d'une élection, mais de la seule volonté du Prince. Leur pouvoir a été octroyé dans les antichambres de l'Elysée. Ils savent que c'est de là que viendront les ordres. Leur absence de carrière politique, leur goût du service de l'Etat ou des grandes entreprises privées offrent une sorte de garantie de sagesse pour celui qui les dirigera, Valéry Giscard d'Estaing.

Abattre le faisan

Finalement, ce gouvernement ne compte, politiquement, qu'un homme clé : Michel Poniatowski. La semaine dernière, le Paris politique s'amusait au petit jeu des pronostics pour les grands portefeuilles. C'est une tradition. Mais cette fois une seule chose était sûre, deux hommes savaient seulement : Giscard d'Estaing et Poniatowski. Rastignac avait son Vautrin. Giscard d'Estaing ne s'explique pas sans Poniatowski. Le premier est à l'Elysée, le second est ministre de l'Intérieur et il est le seul de tous les ministres à recevoir le hochet suprême : le titre de ministre d'Etat.

Comme « Madame mère » dans « Paris-Match » de cette semaine, le fidèle lieutenant pourrait aujourd'hui s'exclamer : « Le

Un cadet de "l'ère nouvelle"



Fils de Pierre Brossolette, héros socialiste de la Résistance qui s'est donné la mort en 1944 pour échapper à la Gestapo, et de Gilberte Brossolette, sénateur S.f.i.o. de la Seine jusqu'en 1958, Claude Pierre-Brossolette n'appartient pourtant pas à la gauche. Il s'en faut même de beaucoup. Candidat malheureux des Républicains indépendants aux élections de juin 1968 à Sarcelles, Claude Pierre-Brossolette a fait carrière dans l'administration. Avec succès, puisqu'il vient d'être nommé secrétaire général de la présidence de la République.

Le nouveau secrétaire général de l'Elysée a suivi la bonne filière. Après avoir obtenu une licence en droit et le diplôme de l'Institut d'études politiques, il est entré dans la pépinière de l'« ère nouvelle », l'Ena. La République giscardienne puise en effet l'essentiel de ses cadets dans ce vivier de la technocratie que constitue l'Ecole nationale d'administration. D'ailleurs, l'adjoint de Claude Pierre-Brossolette, Yves Cannac, est lui-même passé par l'Ena, dont il est sorti major en 1965. De même encore Philippe Sauzay, nommé chef de cabinet du nouveau président de la République.

Claude Pierre-Brossolette, comme tout bon énarque, est ce qu'il convient d'appeler un brillant technicien, un infatigable homme de dossiers et autres images d'Epinal. Intelligence et compétence, soit. Mais pour quelle politique ? Là est la vraie question. Depuis 1962, Claude Pierre-Brossolette a étroitement collaboré avec Giscard d'Estaing. Comme directeur adjoint de son cabinet, puis comme conseiller technique et ensuite comme chargé de mission (juin 1969 - septembre 1970). Après avoir assumé de hautes responsabilités dans différents services du ministère de l'Economie et des Finances il est devenu directeur du Trésor le 4 mai 1971. Il avait, entre-temps, mis au point l'élargissement de la mission du Crédit agricole. Depuis 1969, il a joué un rôle direct dans la politique monétaire française pour laquelle il était — avec Jean Serisé, autre énarque — l'homme de confiance et le conseiller de Giscard d'Estaing. Mis dès juillet dans la confidence de la dévaluation d'août 1969 — à l'inverse de Jacques Chirac, pourtant secrétaire d'Etat de l'époque à l'Economie et aux Finances, Pierre-Brossolette prépare les mesures d'accompagnement nécessaires à sa réussite, qui deviendront pour le public le « plan du 3 septembre ». Mais, faute de réussite, Giscard d'Estaing a de nouveau fait appel à lui, en janvier 1974, pour préparer le flottement de notre monnaie. D'échec en insuccès, la politique monétaire de la France s'est traduite pour une perte de 60 % de la valeur du franc par rapport au mark depuis 1969. Avec toutes les conséquences économiques et sociales qui en découlent. Et dont les travailleurs sont les premières victimes.

Aux côtés de Giscard, à chacune des récentes réunions monétaires internationales auxquelles a participé l'ancien ministre des Finances, Claude Pierre-Brossolette apparaît autant comme un ami du président de la République que comme un simple conseiller technique.

C'est sans doute ce qui lui a valu cette nomination à un poste clé du nouveau régime. Raison de plus pour se demander où l'« ère nouvelle » puisera son inspiration.

Président est ma plus belle réussite ». Poniatowski ne le fera pas : les histoires d'amitié de ce genre ignorent les éclats et les congratulations trop bruyantes.

Au départ — c'était les bancs de l'Ecole nationale d'administration — Poniatowski devint l'ami. A l'arrivée, il est toujours là et il contemple, sans doute avec satisfaction, le chemin parcouru. Peu à peu, il a cumulé les fonctions : stratège, hussard de service et confident. Aujourd'hui, il est toujours le seul auprès de Giscard d'Estaing.

Quand la crise sera là, quand un problème politique se posera, « Valy » demandera l'avis de « Ponia » et c'est celui-là qui comptera. Pompidou, qui avait parfois le sens de la formule, le voyait ainsi : « Le seul éléphant que je connaisse qui soit capable de courir dans un magasin de porcelaine sans la casser. » Au physique, le croquis ne manque pas de vérité. Au psychologique, au politique, il ne suffit pas.

Les idées politiques, Poniatowski ne nous a guère habitués à en exprimer. Seuls transparaissent un anticommunisme d'une remarquable épaisseur, l'idée que la France doit être gouvernée au centre, et la volonté de casser l'U.d.r. C'est peu. Sa carrière, ses attitudes aux moments chauds de l'Histoire, sont sans doute plus significatives. En 1942, il se trouve à Alger avec le général Giraud : déjà la voie du centre, entre Pétain et de Gaulle. Il termine la guerre au Deuxième Bureau : une sorte de formation professionnelle pour un futur ministre de l'Intérieur. La IVe République le voit déjà poindre : il appartient au dernier cabinet de Pierre Pflimlin, à l'époque où les gaullistes lancent les parachutistes d'Alger dans le coup de force du 13 mai 1958.

La Ve arrive, Ponia suit toujours Valéry comme son ombre. Il est, bien entendu, partisan de l'Algérie française et il prône alors l'idée fumeuse de « partition » du territoire algérien entre Pieds noirs et Arabes.

Puisque Giscard monte dans la hiérarchie de la Ve République, il aura lui aussi sa part dans le monde politique. C'est l'homme du « oui mais », des petites phrases à double détente et des querelles à triples sous-entendus. Il passe vite maître dans cet art. Mais il voit plus loin et plus haut. Quand Pompidou meurt, il sait que l'heure est venue. Il définira alors la stratégie et prendra les contacts les plus délicats, les moins avouables. Bref, il est le double du candidat.

Lui est un vrai prince, contrairement à Giscard. Il est fier de cet arbre généalogique qu'il exhibe en guise d'explication de son caractère. Il appartient « au monde », à celui des affaires, de la haute administration et de la politique. Il aime que l'on reste entre soi. Les querelles se vident ici dans les antichambres. On ne fait pas d'éclats autour des tapis verts des conseils d'administration, ni dans le monde feutré des couloirs de la Rue de Rivoli. Et si Ponia aime les coups fourrés, il a horreur des hurlements en public. Dans cet univers, les parvenus n'ont pas leur place. De là vient sûrement une grande partie de sa haine contre Jacques Chaban-Delmas : l'homme de la « nouvelle société » est non seulement un danger politique pour « Valy », mais en plus il n'a pas les manières. Un jour, Ponia lâchera ce jugement révélateur : « Le faisan a pris son vol. On ne le ratera pas. » Ils ne l'ont pas raté.

Domaine réservé : tout

Aujourd'hui, Poniatowski a gagné. Seul avec Giscard il partagera le pouvoir. Ensemble ils en ont délimité les lignes de force et la traduction ministérielle. Car ce nouveau gouvernement appartient aussi à son œuvre : Chirac, dès le début de la campagne électorale, a été l'objet de toutes ses sollicitudes. Aujourd'hui, il est à l'Hôtel Matignon. Très vite, Ponia comprit qu'une petite part de l'U.d.r. et qu'un important clan du gaullisme, celui des proches de Pompidou, préféreraient tout et n'importe quoi à Chaban-Delmas. Il restait à canaliser ce réflexe anti-Chaban vers Giscard. Et, comme tout bon complot passe, depuis cinq ans, par Pierre Juillet, Poniatowski l'invita plusieurs fois dans son hôtel particulier de Neuilly.

A l'ancienne éminence grise de Pompidou, il parla de la « fragilité » de Chaban et du sens de l'Etat de Giscard. Il oublia ses petites phrases contre le gaullisme et s'appliqua à démontrer le sérieux, la sécurité que représentait son candidat et ami. Juillet poussa son « fils spirituel » Chirac à créer le « groupe des 43 » ; le ver était dans le fruit de l'U.d.r. Et puis, le candidat Giscard d'Estaing pouvait compter sur l'appui du ministre de l'Intérieur. Ce qui est loin d'être négligeable quand il s'agit de se faire élire président de la République. Dès lors, Poniatowski et Giscard tenaient leur futur Premier ministre.

Place Beauvau, Poniatowski règnera sur la police, les préfets et même sur l'Aménagement du territoire. Les ministres obéiront plus que jamais à ses ordres et à ceux de l'Elysée. Au début de la Ve République, du temps du général de Gaulle, Chaban-Delmas expliquait que le Président avait son « domaine réservé » dans la politique de la France. Aujourd'hui, l'Etat, tout l'Etat, est « le domaine réservé » du président de la République et de son mentor. Beaucoup de visages du premier Conseil des ministres de la Ve ter paraîtront nouveaux aux télespectateurs du journal de 19 h 45. Mais là ne se trouvera que l'écume du pouvoir.

ANTOINE VIOLET

politique des recrues. A l'exception, bien entendu, des journaux « apolitiques » comme « Minute », curieusement jugés innofensifs.

Depuis le 29 avril, ces quatre marins sont maintenus en prison. Le Comité directeur du Parti socialiste, réuni, a demandé leur libération immédiate. Exigeant une fois encore l'abaissement à 18 ans de l'âge de la majorité civique, le Comité directeur entend que « soit mis sur pied un statut démocratique du soldat assurant entre autres la liberté totale de l'information, le droit de discuter politique, la suppression des brimades politiques et des tribunaux militaires. »

PORTUGAL : DEUX QUESTIONS

Domenico Thomas, l'ex-président de la République, et Marcello Caetano, l'ancien président du Conseil des ministres du Portugal, sont au Brésil. La junte leur a offert un « exil doré » bien contraire aux revendications de la majorité des Portugais.

Ce mini-coup de force pose deux problèmes : quels sont les rapports entre la junte et le gouvernement civil ? Qui dirige la large unité antifasciste au pouvoir aujourd'hui ?

Les rapports junte - gouvernement civil font peut-être l'objet de pas fixés par un texte publié. Spinola avait peut-être le droit d'offrir à Caetano et Thomas un exil peu mérité. Sa décision l'oppose pourtant à la gauche. Peut-on en conclure que la droite vient de remporter une victoire ? Pas vraiment. Il est certain que le style et l'étendue de l'assainissement sont au centre du débat politique. Le Parti socialiste et le Parti communiste réclament une transformation des structures fascistes : le jugement non seulement des tortionnaires de la police politique, mais aussi des dirigeants de l'ancien Portugal.

L'unité antifasciste durera-t-elle ? Muselée pendant 50 ans, la lutte des classes reprendra rapidement ses droits.

La véritable réponse, les Portugais la font spontanément en tentant à tous les niveaux de re-

Quand l'opposition droite-gauche se durcira, il ne faudra pas oublier que ce sont messieurs les généraux qui ont tiré les premiers.

NOTRE-DAME-DES-HARAS

Les connaisseurs politiques de cette commune du Calvados s'étonnaient : alors que dans Ouilly les voix de François Mitterrand montaient en flèche du 1er au 2e tour, le Haut-d'Ouilly marquait un mouvement inverse. Ils ont trouvé l'explication : les salariés du haras du propriétaire de chevaux de course François Dupré votent là. Et, la veille du 19 mai, Mme Dupré a réuni le personnel pour lui dire que le socialisme c'est la misère et l'enfer ; et que si

ques Chirac a prépar[illegible] Valéry Giscard d'Estaing et celui-ci paie sa dette. » Est-il besoin de rappeler à Pierre Charpy que cette « explication facile » est celle que l'on pouvait lire dans son propre quotidien quand le même Charpy faisait campagne pour Jacques Chaban-Delmas ?

● La carte des résultats électoraux que nous avons publiée en couverture de notre dernier numéro ne faisait pas apparaître le pourcentage des voix obtenues par François Mitterrand dans le département des Hauts-de-Seine. Omission d'autant plus regrettable qu'il s'en est fallu de 6 000 suffrages seulement pour que la gauche y atteigne la majorité absolue, ce qui représente une forte progression par rapport à 1973.

LES COGNEURS (SUITE)

Le vendredi 17 mai au matin, François Marzorati, secrétaire de la section du Mans du P.s., colle des affiches en plein centre-ville. Il voit passer une D.s. Citroën qui fait un tour de place puis, revenant à toute allure dans sa direction, tente de le renverser. Il l'évite de justesse en se plaquant contre une palissade. La voiture stoppe. Ses occupants se jettent sur lui et l'un d'eux lui brise la jambe à coups de pied. Bilan : fracture du tibia, du péronné et os du talon brisé. Non encore satisfaits l'un des assaillants larde de coups de ceinturon François Marzorati étendu sur le trottoir.

L'émotion est vive au Mans, où François Marzorati, jeune secrétaire fédéral à l'information (27 ans), est connu et estimé de tous.

Mais l'on connaît trois au moins des quatre agresseurs : François Aubin, 28 ans, industriel, , un promoteur et un journaliste membre du Sac. Ils connaissaient tous les trois François Marzorati. Il semblerait donc qu'il y ait eu préméditation. Deux d'entre eux étaient les hommes de main du député U.d.r. Gérard Chasseguet lors des législatives dernières.

Aubin a été écroué. L'affaire passera sans doute en justice la semaine prochaine.

Parlement

LA PEAU DE L'U.D.R.

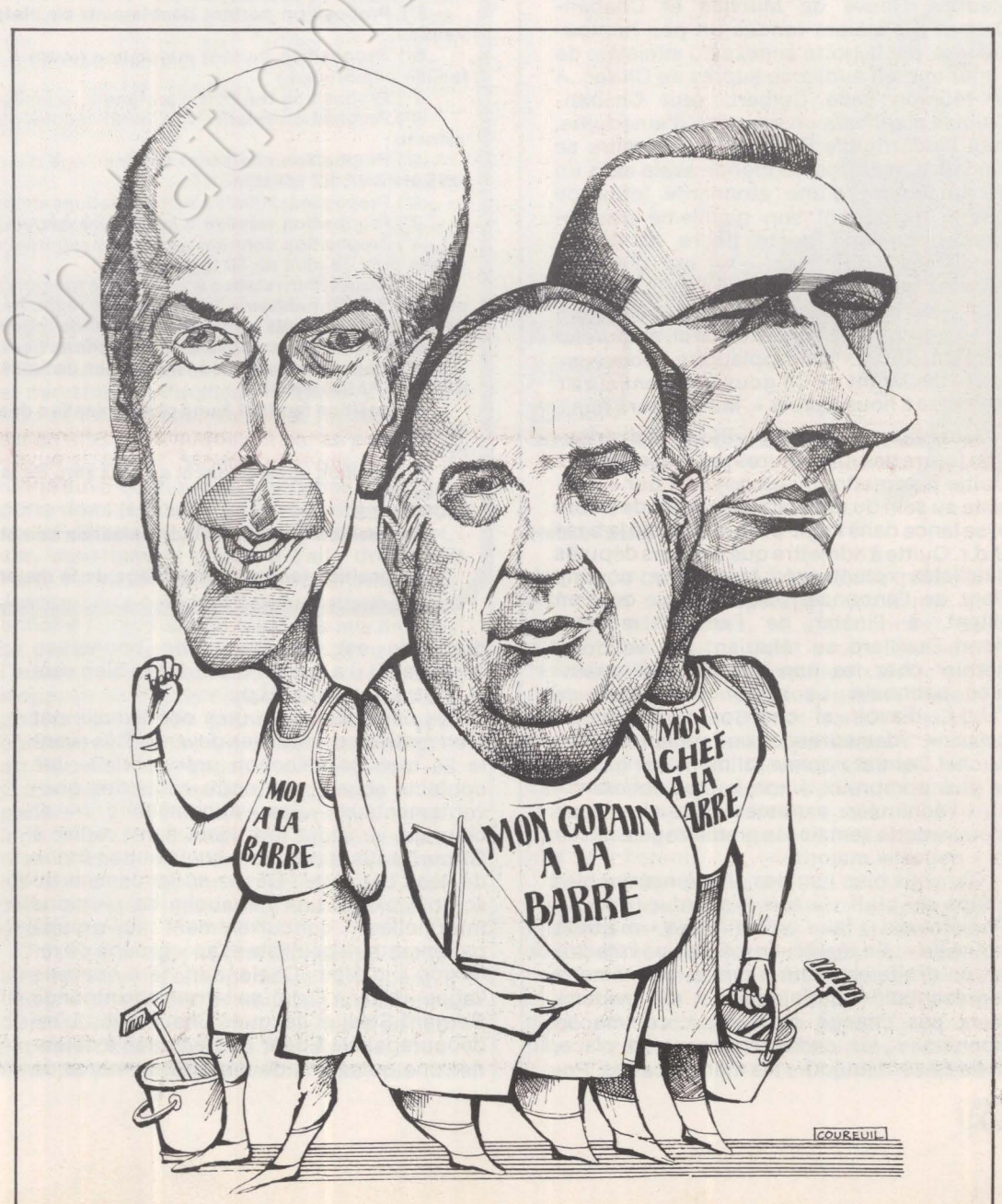
Poniatowski ne veut pas « casser » l'U.d.r. mais la briser. Comme on « brise » une chaussure pour qu'elle aille mieux au pied.

Dans un studio de l'O.r.t.f., ce soir du 19 mai, Alain Peyrefitte regarde sur un écran les supporters du bientôt président de la République crier « Giscard au balcon ! » et il murmure : « Ce balcon... c'est du Mussolini » ; ce même soir, Jacques Chaban-Delmas garde sur la victoire de son concurrent de droite un silence remarqué dont il ne sortira, le surlendemain, devant les députés U.d.r., que pour crier au « coup de poignard dans le dos ». Lundi 27 mai : devant le groupe parlementaire gaulliste, Peyrefitte n'a pas même un froncement de sourcils devant le ralliement au tandem Giscard d'Estaing - Jacques Chirac ; et Chaban-Delmas entérine ce ralliement : « Prenez sur vous qu'il n'y ait pas de querelles, comme j'ai pris sur moi-même... Pas question de chipoter ». En moins d'une semaine, par les voies diverses de la résignation, de l'écœurement, du débauchage, des appétits personnels ou de la perception d'un nouveau rapport de forces, l'U.d.r. a pris un aller simple pour Canossa sans même qu'on lui paie très grassement le billet en attributions ministérielles **(voir page 6)**. Comble d'amère ironie, les gaullistes n'auront plus guère d'autre prise sur la vie politique que par leur participation, dans le cadre de la Ve République-ter, à ces « jeux parlementaires » dont la dénonciation faisait le gros de leur « doctrine » !

Où sont-elles, les diatribes contre le « système Giscard » qu'on entendait la semaine dernière de la base au sommet de l'U.d.r. ? Un simple secrétaire de circonscription, Gérard Leban, avouait alors son amertume et concluait : « Nous serons vigilants ». Christian Poncelet dénonçait le blocage des mesures sociales pendant les années passées par Valéry Giscard d'Estaing rue de Rivoli. Le normalien à canulars, Robert Poujade, déclenchait le tumulte des députés U.d.r. en commençant son intervention par « Comme disait Valéry... » — avant qu'on comprenne qu'il s'agissait du poète. « La Nation » titrait sa « une » du mercredi « L'U.d.r. prend ses distances ». Chaban-Delmas voulait « continuer son combat ». Roger Corrèze réclamait l'exclusion des « traîtres ». Michel Boscher s'en prenait aussi bien aux « éternels anciens ministres » (Chirac) qu'à Jean Lecanuet. Etc. Mais déjà — sous réserve d'un « soutien conditionnel » et d'une « grande vigilance » — on acceptait de plus en plus aisément la suggestion de Poujade de ne pas « rester parqués comme des Indiens dans leur réserve ». Et déjà les traîtres d'hier, « les 43 », avaient fait des petits. C'est désormais derrière leur dos que les plus réticents les appelaient « les larrons » ; les autres prê- →



Alain Peyrefitte.



LA PEAU DE L'U.D.R.

→

taient une oreille de plus en plus complaisante aux arguments pro-giscardiens d'Hubert Germain.

Il y avait alors pourtant une grosse couleuvre à avaler : la plus que probabilité de Chirac à Matignon. Mais les « crypto-giscardiens » firent valoir trois arguments décisifs : Michel Poniatowski, l'homme à tout faire de Giscard, lançait de grandes manœuvres parlementaires qui risquaient d'aboutir à des reclassements isolant une U.d.r. trop peu « compréhensive » ; rompre avec les giscardiens, c'était aussi aller à l'aventure, c'est-à-dire vers des élections législatives anticipées où — arme absolue — les gaullistes n'auraient pas l'investiture présidentielle ; enfin, la scission de l'U.d.r. devenait inévitable...

Dans un tel contexte, le groupe parlementaire U.d.r. ne pouvait plus lundi soir que jouer les bourgeois de Calais — d'autant qu'un par un les chefs de file gaullistes (Peyrefitte, Pierre Messmer, Alexandre Sanguinetti, Labbé, etc. et même Michel Debré, Maurice Couve de Murville et Chaban-Delmas !) s'étaient rendus un peu honteusement, par la porte annexe du ministère de l'Intérieur, en audience auprès de Chirac. A la réunion salle Colbert, seul Chaban-Delmas manifesta un soupçon d'amertume, seul l'incorrigible Boscher fit connaître sa méfiance, mais tout le monde avala sans un cri la lecture d'une étonnante lettre de Chirac, invoquant son gaullisme irréprochable. En une petite heure et demie, c'était un « oui, mais » — oui d'avance à Chirac, oui à Lecanuet, oui à J.J.S.S., oui à tout — où le « mais » avait perdu beaucoup de sa vigueur originelle. Le mardi, au Bureau exécutif U.d.r., on applaudira Couve-la-Litote déclarant : « Ce gouvernement aurait tendance à nous agacer ». Mais ce sera tout.

Ainsi, la scission était évitée et la distribution future des investitures pas mal engagée. Quitte à admettre qu'un noyau « dur » subsiste au sein du mouvement autour de Debré et se lance dans l'agit-prop auprès de la base U.d.r. Quitte à admettre que certains députés gaullistes votent avec la gauche, comme vient de l'annoncer Joël Le Tac, ou s'en aillent, à l'instar de l'ancien ministre Henri Duvillard se réfugiant dès vendredi dernier chez les non-inscrits de l'Assemblée nationale. La seule consolation de l'U.d.r. d'avoir si cher payé d'éviter la scission : demeurer ce que l'ancien ministre Michel Cointat nomme joliment « le groupe le plus nombreux, sinon le plus cohérent » sur l'échiquier parlementaire, alors que s'ouvre cette semaine la première session de la « nouvelle majorité ».

Car voilà bien l'un des plus remarquables coups de bluff du trio Giscard - Chirac - Poniatowski : faire croire à une « majorité nouvelle ». En réalité, de même que l'électorat de droite est resté à droite, de même la représentation parlementaire n'a évidemment pas changé d'un iota : comme au bonneteau, les cartes changent de place, mais ce sont toujours les mêmes cartes. Poniatowski est un joueur de bonneteau éprouvé. Et il a lancé l'O.p.a. aussi bien vers le centre que vers l'U.d.r.

Les centristes de toutes obédiences ont bien tenté de prendre les devants. Dès avant le 2e tour de l'élection présidentielle, les contacts étaient pris entre centristes gouvernementaux — les « duhaméliens » — et ceux qui venaient tout juste de se rallier à Giscard sous la bannière quelque peu fripée de Jean Lecanuet. Dès le surlendemain du scrutin, c'était une débauche de réunions informelles : concurremment au groupe parlementaire gaulliste et au « groupe de réflexion » d'Albin Chalandon, la « nouvelle vague » U.d.r. - C.d.p. se retrouvait autour de Bernard Stasi et Jacques Chaumont... L'indécourageable Edgar Faure traitait à déjeuner une quinzaine de députés membres de son « Nouveau contrat social » et lançait l'idée d'un intergroupe fauriste...

Surtout, frères ennemis réconciliés, gens du C.d.p. et « réformateurs » se retrouvaient pour s'efforcer de cimenter une union à laquelle s'agglomèreraient une pincée de radicaux, éventuellement des fauristes et le groupuscule de Marie-Madeleine Dienesch (les 9 députés Démocrates Ve République). Avec l'espoir d'un « appel d'air » du côté des gaullistes. Et même — vieux rêve de tout ce petit monde — un sourire en direction des socialistes. L'idée était de constituer « l'aile gauche » (sic) de la nouvelle majorité sans sortir du schéma de la majorité pompidolienne, le fameux « trépied » U.d.r. - Républicains indépendants - centristes : la novation étant de renforcer le troisième pied.

Giscard au pied du mur

Dès lundi, le groupe parlementaire du Parti socialiste et des radicaux de gauche mettait en forme 32 des promesses électorales de Valéry Giscard d'Estaing, qui les avait lui-même reprises de certaines des propositions économiques et sociales de François Mitterrand le 18 avril. Le groupe, aussitôt, les déposait comme propositions de loi, s'agissant — comme le précise l'exposé des motifs — de « mesures qui ont d'ores et déjà obtenu l'approbation de plus de 80 % des Français » au vu des résultats électoraux du 19 mai...

SALAIRES

1°) Proposition tendant à fixer à 1 200 F le montant de la rémunération mensuelle minimale des salariés pour 40 heures de travail hebdomadaire ;

2°) Proposition relative à l'égalité de rémunération des travailleurs du sexe féminin et du sexe masculin.

EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

1°) Proposition étendant le bénéfice des dispositions légales sur la formation professionnelle afin qu'un travailleur sur 10 puisse effectuer un stage de formation chaque année ;

2°) Proposition portant amélioration des conditions de travail dans les entreprises et création d'un Fonds de garantie de l'emploi ;

3°) Proposition pour l'institution de sections du premier emploi — pour les jeunes n'ayant jamais exercé d'activité rémunérée — dans les bureaux de l'Agence nationale pour l'emploi.

TROISIEME AGE

1°) Proposition tendant à porter à 20 F par jour le minimum vieillesse à compter du 1er juin 1974 et à le majorer en fonction de la hausse des prix, afin qu'il atteigne 75 % du Smic au 1er janvier 1977 ;

2°) Proposition portant majoration de l'exonération en matière de récupération sur les biens des allocataires d'aide sociale avant leur décès ;

3°) Proposition tendant à permettre l'exonération des cotisations d'assurance maladie pour les personnes âgées ;

4°) Proposition d'un programme de construction de foyers de personnes âgées.

SANTE

1°) Proposition en faveur d'un revenu minimum pour les handicapés adultes ;

2°) Réforme hospitalière et humanisation des hôpitaux et hospices ;

3°) Proposition pour l'institution d'un Fonds national de la prévention médicale ;

4°) Proposition tendant à améliorer le montant et les modalités de versement de l'indemnité journalière en cas de maladie.

FAMILLE

1°) Proposition instituant une progression annuelle du pouvoir d'achat des prestations familiales (dès le premier enfant à charge) ;

2°) Proposition portant extension de l'assurance maladie-maternité et de l'ensemble des nouvelles prestations sociales à tous les Français ;

3°) Proposition tendant à simplifier les procédures de liquidation des retraites ;

4°) Proposition portant majoration (50 %) de l'allocation de salaire unique et augmentation du nombre de ses bénéficiaires ;

5°) Proposition portant doublement du plafond ouvrant droit à la pension de reversion des veuves ;

6°) Proposition portant majoration (entre + 20 % et + 100 %) des allocations familiales pour famille nombreuse ;

7°) Proposition tendant à prolonger la limite d'âge ouvrant droit aux allocations familiales ;

8°) Proposition relative aux bonifications pour enfants prises en compte pour le calcul de la retraite ;

9°) Proposition abaissant à 4 ans l'âge d'entrée à l'école maternelle.

URBANISME ET LOGEMENT

1°) Proposition relative aux opérations de rénovation urbaine ;

2°) Proposition relative à la révision annuelle des bases de calcul de l'allocation logement ;

3°) Proposition donnant droit aux usagers à connaître de la gestion de leur immeuble dans les ensembles de plus de 50 logements ;

4°) Proposition relative à la politique foncière et aux logements sociaux : dans les communes de plus de 50 000 habitants la moitié des recettes de la taxe locale d'urbanisation sera affectée à l'acquisition des sols pour construction de logements sociaux ;

5°) Proposition relative aux déductions fiscales afférentes à l'habitation principale ;

6°) Proposition relative à l'indexation de l'aide de l'Etat pour la construction du logement social.

REGION PARISIENNE

Proposition tendant à une réorganisation démocratique de la région parisienne et de la Ville de Paris.

PRIX

Proposition assujettissant au taux zéro de la T.v.a. un certain nombre de produits de première nécessité.

RAPATRIES

Proposition tendant à l'indemnisation complète des rapatriés et spoliés.

JEUNES

Proposition tendant à fixer l'âge de la majorité électorale à 18 ans.

Simca-Chrysler

LE JEU DE LA C.F.T.

Malgré l'exemple peu encourageant de la Démocratie chrétienne d'Italie, un petit parfum de M.r.p. flottait dans l'air...Tout cela risquant de capoter avec la formation du gouvernement : non seulement les giscardiensn'ont pas fait cadeau du plus petit fauteuil aux C.d.p. « duhaméliens », mais ceux-ci ont en outre été lâchés par Lecanuet, uniquement préoccupé de faire attribuer aux « réformateurs » (Pierre Abelin, Servan-Schreiber, Durafour et lui-même) les postes concédés aux centristes.

De toute façon, les petits Chaperons rouges centristes n'ont au Parlement guère leurs chances face à Poniatowski. Or, celui-ci — on fait profession de changement chez les giscardiens — ne rêve que d'amputer le vénérable trépied. Pour lui, deux blocs suffisent bien dans la majorité : l'U.d.r. et un groupe giscardo-centriste, où les R.i. auraient la haute main. C'est à cette opération qu'il a travaillé depuis quelque temps, avec l'aide des lieutenants giscardiens, Roger Chinaud et le futur ministre d'Ornano.

On était en pleine renaissance des « comités Théodule », comme disait de Gaulle. Mais, groupes séparés ou intergroupe confédérant tout le monde, peu importait finalement : le gros problème, c'est qu'une soixantaine de R.i. plus une soixantaine de centristes divers, cela ne fait jamais que la moitié de la majorité absolue (246) à l'Assemblée. L'appoint — si important soit-il — sera aisément trouvé à l'U.d.r., estiment les amis de Poniatowski, qui confient qu'environ 80 à 100 députés U.d.r. leur ont déjà fait des offres de service... Mais la position « souple » prise lundi par le groupe gaulliste ne rendra même pas indispensable le débauchage ouvert.

Giscardiens et centristes se retrouvent sur une position commune : « avoir la peau de l'U.d.r. », comme le dit l'un d'eux. Mais le maître du jeu, Poniatowski, a trop conscience des périls qu'engendrerait l'éclatement de la majorité. Il ne veut donc pas « casser » l'U.d.r., mais la briser comme on « brise » une chaussure pour qu'elle aille mieux à votre pied. Avec des arguments qui pèsent : les futures investitures élyséennes aux législatives ; le monnayage des secrétariats d'Etat d'ici au 9 juin ; et si nécessaire, dit-on, la menace du nouveau ministre de l'intérieur de laisser se produire des fuites sur certaines « affaires » gênantes. Les gaullistes ont perdu leur Père, auraient-ils trouvé un Parrain ?

On comprend, au bout du compte, que les députés U.d.r. connaissent une rentrée parlementaire pleine de confusion et de malaise. Que renforce encore la façon dont l'opposition s'est mise à la tâche en déposant immédiatement plusieurs dizaines de propositions de loi reprenant les promesses électorales de Giscard **(voir ci-contre).** Puisqu'aussi bien le combat parlementaire existe parmi d'autres. Calme et sérieux ici, manœuvres et trouble là : de quel côté est la fameuse « instabilité » ?

SERGE RICHARD

Les élections passées, on s'attendait à ce que la trêve sociale prenne fin. La moitié pro-giscardienne de la France redoutait les ouvriers. Or c'est le patronat qui a ouvert le feu. Le 27 mai, Simca-Chrysler annonçait le licenciement collectif de 684 travailleurs.

A n'en pas douter, les amis de Valéry Giscard d'Estaing ont su se faire persuasifs pour que ces mesures n'interviennent pas avant les élections. C'est chose faite maintenant, et la direction américaine de la firme multinationale Chrysler Corporation n'a aucune raison de ne pas courir au plus vite vers son intérêt le plus grand.

Comme d'habitude, c'est la C.f.t. qui s'est faite le porte-parole de la volonté patronale. Elle le faisait déjà depuis des mois, en véhiculant les nouvelles les plus alarmistes sur l'emploi pour entretenir un climat d'incertitude dans l'entreprise et rendre ainsi le personnel plus « docile ». Certes, le marché de l'automobile est en crise et, des quatre grands constructeurs français, Simca-Chrysler est certainement le plus touché, juste avant Citroën. De 11 % du marché national avec 200 000 automobiles vendues en France pour l'année 1973, les ventes de Simca-Chrysler ont chuté à 8 % du marché au début de l'année. Par rapport au premier trimestre de l'année passée, les ventes chez Simca sont en baisse de plus de 25 %.

Cependant la crise économique a bon dos. En effet, en comparant le chiffre des ventes de la Régie Renault pour la même période, on s'aperçoit qu'elles ont augmenté de 3,5 %. D'ailleurs, à Wall Street, on le sait bien : l'irrégularité des actions Chrysler et leur chute fréquente sont souvent le résultat d'une gestion hasardeuse.

En France, par exemple, l'inadaptation des modèles Simca-Chrysler aux besoins de la clientèle est l'une des grandes causes de la régression de cette firme. Ainsi, la grosse Chrysler 180 n'a jamais été bien accueillie par l'acheteur français. La Simca 1000, qui a très bien marché à ses débuts, commence à dater. Surtout, elle consomme beaucoup d'essence, tout comme la Simca 1100 qui serait un modèle excellent sans ce vice désormais rédhibitoire. Les derniers modèles, enfin, les Chrysler 160 - 180 et 200, conçus en Angleterre, se révèlent être des semi-réussites.

Erreur supplémentaire : les ventes de Simca-Chrysler sont principalement orientées vers l'exportation. En 1973, elle vendait à l'étranger 63 % de sa production. La fermeture des marchés allemand, italien et néerlandais l'ont donc frappée très durement. Enfin, le fait d'avoir échangé le signe « Simca » contre « Chrysler » en 1970 ne lui a certainement pas été bénéfique : aujourd'hui, les marques étrangères connaissent en France une mévente bien plus importante que les modèles français. Autant de mauvaises orientations prises par cette entreprise qui révèlent les cafouillages d'une gestion qui se perd entre le siège parisien de Chrysler-France, le siège européen de cette firme à Londres et son siège central de Detroit, aux U.s.a.

Pourtant, le marché de l'automobile n'est pas si noir qu'on veut bien le dire. De 8 % de la production nationale d'automobiles, Simca-Chrysler se retrouve maintenant à 9,5 %. Preuve que l'entreprise a déjà pu effectuer un sérieux rétablissement. Insuffisant encore, mais indiscutable.

Aussi, ces 684 licenciements annoncés aujourd'hui par la direction paraissent « un peu gros » aux syndicats C.g.t. et C.f.d.t. de la métallurgie. La position de la C.f.t. à cet égard et ses déclarations comme quoi elle « s'opposera par tous les moyens à ces licenciements » renforcent ces véritables syndicats dans leur perplexité. Ils savent que depuis trois mois on peut estimer à 500 les licenciements intervenus dans la seule usine de Poissy, qui regroupe 24 000 des 33 000 employés français de Chrysler. Entre les licenciements avoués, les licenciements maquillés en départs volontaires et le non-renouvellement des contrats des travailleurs étrangers, c'est un trou de 2 000 travailleurs qui s'est creusé dans l'entreprise depuis le 31 juillet. La C.f.t., bien entendu, n'a pas fait un geste pour dénoncer cette situation. Son ardeur soudaine à défendre les travailleurs n'en est que plus suspecte.

En fait, à la C.g.t. et à la C.f.d.t, chez Simca, on se demande s'il n'y a pas lieu de flairer là une combine dont la direction et la C.f.t. ont le secret. Après les accusations sévères portées par la C.g.t.-Berlier contre la C.f.t. il y a deux mois, cette dernière a besoin de redorer son blason. S'élever publiquement contre des licenciements — décidés, dans le secret, en accord avec la direction — et obtenir par une opposition de mascarade la diminution du nombre de licenciés, voilà qui serait une excellente occasion de renforcer sa position auprès des travailleurs.

Ce n'est bien sûr qu'une hypothèse que la C.g.t. et la C.f.d.t. ne formulent pas explicitement. Le doute, néanmoins, subsiste. Et le secret qui a entouré cette décision ne fait que le renforcer.

Les travailleurs de Simca-Chrysler ont très mal accueilli la nouvelle de ces 684 licenciements. Ils ne savent pas qui sera touché : l'usine de Poissy ? de La Rochelle ? ou bien les petites entreprises que possède Chrysler en France ? Ils ne savent même pas où leur sort a été tranché : à Paris ? à Londres ? ou à Détroit ? Ils ne savent qu'une chose : ils sont tous visés, des O.s. aux cadres, par une direction lointaine sans visage et implacable.

Dans tous les cas, il est significatif que ce soit dans la filiale d'une multinationale à tête américaine que survienne ce premier train de licenciements dans l'industrie automobile. Comme il est significatif que ce soit dans l'une de ces entreprises où prospère ce syndicat patronal qu'est la C.f.t.

En attendant, voilà un premier terrain de manœuvres à la dimension des promesses du candidat Giscard sur la sécurité de l'emploi et les licenciements collectifs.

CHRISTINE COTTIN

LES DOSSIERS NOIRS DE GISCARD

Economie

Les principaux dossiers qui attendent le nouveau président s'appellent inflation, déficit de la balance commerciale, politique industrielle. Aucun n'est exaltant...

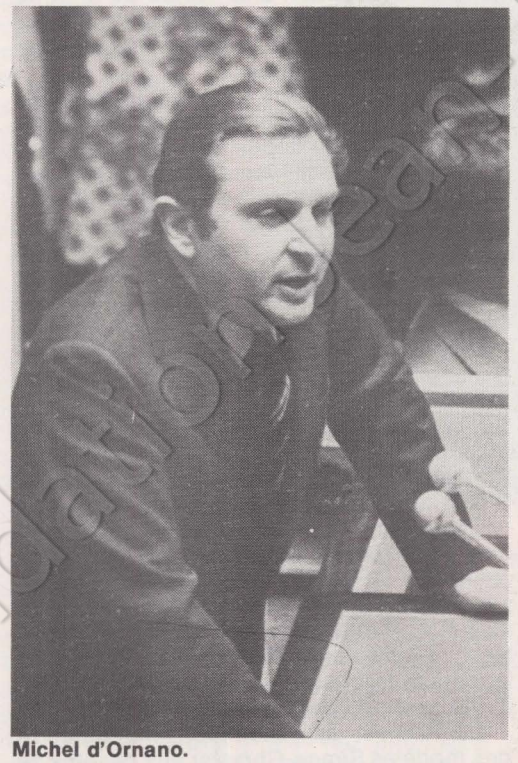
Il y a eu le temps des promesses. Le candidat Valéry Giscard d'Estaing, frappé d'amnésie, avait oublié son passé, ses dossiers. Cela n'a duré que le temps d'une campagne électorale. Le résultat acquis, de nobles voix s'élevèrent. Olivier Wormser, directeur de la Banque de France, rappelait aux Français que l'austérité était à nos portes, qu'il ne fallait pas rêver, que l'on ne pouvait pas tout faire. Dans « le Figaro », Raymond Aron raisonnait. Une fois n'est pas coutume. Et d'expliquer que François Mitterrand avait un programme économique alors que Giscard n'en avait pas.

Le nouveau Président va devoir passer des promesses aux actes. Se souvenir du contenu de ses dossiers. Les principaux s'appellent inflation, déficit de la balance commerciale, politique industrielle. Et aucun n'est exaltant.

▶ L'inflation : depuis le début de l'année, le taux annuel d'inflation tourne entre 15 et 17 %. Certains économistes, plus optimistes que d'autres, estiment que les hausses des cinq premiers mois de l'année étant plus fortes que « nécessaires », une certaine avance est prise. Ce qui pourrait laisser espérer que la courbe s'infléchisse tant soit peu, « améliorant » en quelque sorte les résultats des mois à venir. Et ils appuient leur thèse sur la stabilité des prix dans le bâtiment, par exemple. Oubliant que des difficultés sectorielles peuvent peser sur les patrons et les rendre plus prudents lors du calcul des prix. Quitte à se rattraper plus tard. A plusieurs reprises, depuis le début de l'année, Giscard a eu cette sorte d'espoir. Tout d'abord en faisant le pari stupide que les prix des matières premières — pétrole compris — allaient baisser. Les prix — une fois de plus — ont monté, déjouant ses prévisions...

On empruntera

Aujourd'hui, il espère qu'à défaut de baisse il y aura un palier permettant non pas de juguler les hausses, mais de les freiner. Cela lui permettrait, sans avoir à prendre de mesures, « d'obtenir des résultats ». Mais son plus grand espoir est que nos voisins arrivent à des pourcentages de hausse équivalents ou supérieurs aux nôtres. Le Président aurait alors une « excuse » : l'intensité de la crise. Et un argument : l'inflation a pour unique cause des effets extérieurs. N'ayant pas de prise sur eux, la seule solution consisterait alors à serrer les dents. C'est ce que l'on appelle le changement...



Michel d'Ornano.

Car Giscard d'Estaing répugne à utiliser les armes « classiques ». Bloquer les prix ? Il ne le ferait — et pour certains seulement — qu'à la toute dernière extrémité, le patronat ne voulant pas entendre parler d'une telle mesure. Bloquer les salaires est trop dangereux dans la conjoncture actuelle. Reste le blocage conjoint, décidé à la veille des vacances. Hypothèse que certains hauts fonctionnaires défendent. Car, à part cela, que reste-t-il ? Jouer sur le taux de T.v.a. ? Il y répugne. Limiter le crédit ? C'est, malgré le coût social — la fermeture d'un bon nombre de petites et moyennes entreprises — une solution acceptable pour le nouveau Président. Elle est suffisamment compliquée pour ne pas mobiliser les foules, suffisamment diluée pour que les Français ne se sentent pas individuellement concernés. A part cela, il continuera à ne rien faire et à espérer. C'est toujours le changement...

▶ La balance commerciale : là comme ailleurs, les prévisions de Giscard se sont révélées fausses. Le 22 janvier, il expliquait aux députés que le « problème commercial » — c'est ainsi qu'il baptisait le déficit — serait pour l'année 1974 de 18 milliards. On sait aujourd'hui qu'il sera de 30 ou 32 milliards. A croire que l'expert est plus « fragile » qu'un vain peuple pense. Une erreur de cette taille dans une quelconque entreprise signifierait pour son responsable financier la possibilité de s'inscrire immédiatement au chômage...

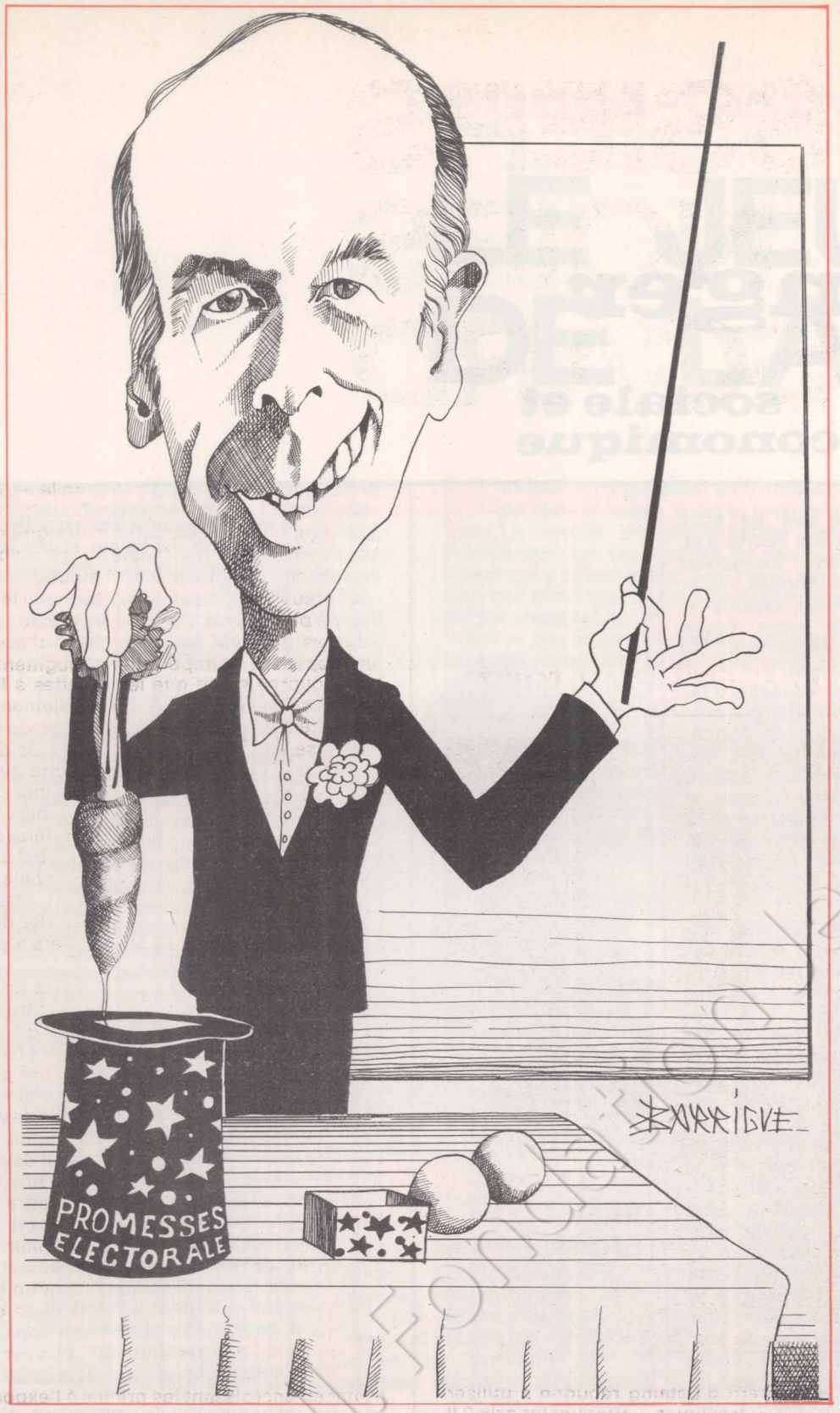
L'erreur est d'autant plus grave que le déficit ne peut pas être uniquement imputé au prix des produits pétroliers. Tout d'abord, les dépenses d'importations augmentent beaucoup plus vite que les recettes à l'exportation. Cela est dû — principalement — au flottement du franc. L'essentiel de nos ventes se faisant avec des partenaires dont la monnaie est aujourd'hui plus forte que la nôtre. A volume constant d'échanges, la France dépense plus et reçoit moins. De plus, la balance des capitaux est défavorable. Alors qu'en 1973 l'équilibre global avait été atteint grâce à un excédent de la balance des capitaux, cette année il y a un « trou » qui accroît le déficit global. Et, dans les deux cas, la hausse des produits pétroliers n'y est pour rien.

Que peut faire Giscard ? Peu de chose sans entreprendre les réformes de structures que la gauche proposait. Ne voulant — ni ne pouvant — les réaliser, il lui reste à tenter de limiter la consommation intérieure pour acheter moins à l'étranger. C'est-à-dire de réduire les achats des Français. Puis de vendre plus. La France produisant principalement des biens de consommation, il devient difficile au moment où certains de nos voisins ferment leurs frontières, d'accroître nos ventes. La R.f.a. pour sa part n'étant pas prête à acheter plus, il reste un lointain espoir, presque un mirage : les achats de biens de consommation que feront un jour ou l'autre les pays arabes. Mais cette perspective est lointaine. En attendant, on continuera de vendre des armes et d'en vendre plus si possible, on accentuera l'aide au patronat en accroissant les primes à l'exportation, ce qui n'aidera en rien l'industrie française à être plus compétitive.

Surtout, on empruntera. A l'étranger. Et en premier lieu sur le marché américain. Déjà, une dizaine de milliards sont « sûrs ». C'est-à-dire signés. Mais les Etats-Unis n'ont jamais prêté pour rien. Ils ont toujours demandé des « contreparties ». Et nul ne doute que Giscard soit prêt à les accorder.

Ruée des multinationales

D'autant que les vœux des U.s.a. s'accordent aux siens. Car sur le problème principal, l'Europe, il n'y a pas de désaccords fondamentaux entre les uns et l'autre. Giscard accélèrera la domination des sociétés multinationales sur la France et sur l'espace européen. La volonté pour ces dernières de dominer le marché implique l'échec de l'Europe, les grands groupes ne pouvant accepter les limitations d'un espace national, ou d'un espace aussi restreint que l'Europe. Et Giscard acceptera cet échec. La pénétration plus forte des multinationales aura une autre



série de conséquences. Tout d'abord, des secteurs entiers de l'industrie vont passer sous leur coupe. Ceux des produits de grande consommation — alimentation, par exemple — ceux des produits stratégiques — informatique, aéronautique, etc. Restera à la France à jouer le rôle de sous-traitant, comme pour le nucléaire. La différence entre la politique économique gaulliste — plus ou moins poursuivie sous Pompidou — et la politique économique du président Giscard va devenir très rapidement perceptible. Pour les gaullistes, la division internationale du travail n'était pas la règle du jeu. Plus nationalistes qu'internationalistes, les gaullistes n'acceptaient pas toujours les volontés des U.s.a. Pour Giscard, l'économique — pris au sens de l'intérêt supérieur d'une classe — va primer. L'idéologie — nationalisme ou autre — va disparaître. Ce qui va compter, c'est l'Argent. Les bénéfices. Et, pour cela, l'accord avec les Américains va être total. Ceux-ci ne s'y sont pas trompés. Bien avant le premier tour des élections présidentielles, le « Washington Post » écrivait que Giscard d'Estaing « serait, du point de vue américain, le meilleur choix » ! C'est dire si les rêveries gaulliennes ont peu de poids face aux dures réalités des comptes en banque...

► La politique industrielle : depuis son accession au ministère des Finances, Giscard a été un fervent défenseur de la politique industrielle mise en place à l'époque. Celle-ci se résumait à financer les grands groupes industriels sans jamais exiger le moindre droit de regard sur le marché de ces entreprises. Et la tendance va s'accroître. Face aux difficultés, le patronat français — mendiant plus que tout autre — va se retourner vers l'Etat. Et ce dernier va payer. Dassault, par exemple, va utiliser le Mercure pour recevoir des fonds, alors qu'il se reconvertit dans l'immobilier. Le cycle infernal des subventions au secteur privé va donc s'accélérer. Au mépris d'une véritable politique industrielle. Car, comme par le passé, les objectifs qui devraient être prioritaires — la mécanique, la chimie, l'électronique, les télécommunications, l'informatique — seront sacrifiés. Par contre, les groupes industriels « dans le besoin » seront aidés. Et que l'on ne parle pas de gaspillage. Le nouveau Président expliquera que ce qui est bon à « l'industrie » est bon à la France... Et si Concorde a des problèmes, il attendra. Mais si Ford cherche à mettre la main sur Citroën — le démenti de la firme est trop mou pour qu'il n'y ait pas anguille sous roche — « on » laissera faire. Tout comme on a laissé faire pour Roussel-Uclaf — Giscard a suivi cette affaire avec un intérêt tout particulier — et pour déjà plus de 15 % de l'industrie française.

Modèle américain

Dans tous ces domaines, Giscard d'Estaing va tenter d'éviter les fausses notes. A pratiquer le laxisme, autant le pratiquer jusqu'au bout. Et, pour cela, il a placé au ministère des Finances et au ministère de l'Industrie deux hommes liges : Jean-Pierre Fourcade au premier, le comte Michel d'Ornano au second. La filière entre l'Elysée et ces deux ministères n'aura pas de mal à s'établir. Et ils obéiront. De concert. Sans les ratés enregistrés dans le passé lorsque Jean Charbonnel ou François-Xavier Ortoli étaient à l'Industrie et Giscard aux Finances. Fourcade et d'Ornano, « libéraux » en économie, ont en sainte horreur l'intervention autoritaire dans les affaires du patronat. Et il n'y aura pas entre l'Elysée et eux le moindre désaccord. Les contradictions ne viendront pas de l'appareil d'Etat ou du patronat. Mais entre cette politique et les rares « fleurs » sociales que Giscard va être obligé de concéder.

Et la contradiction entre les salariés, les couches moyennes, et le patronat ou l'Etat va s'accentuer. Car, pour réussir, Giscard devra extirper la méfiance à l'égard des U.s.a. que le gaullisme a laissé subsister. Il lui faudra imposer un modèle de consommation et un modèle culturel encore plus proches de ceux en vigueur aux Etats-Unis. Jusqu'à présent, peu de classes ouvrières — et la classe ouvrière américaine en premier lieu — ont résisté à l'intégration. Mais c'est aussi que, jusqu'à présent, ce modèle culturel et ce modèle de consommation n'ont pas été imposés à des pays qui, comme le nôtre, ont des organisations syndicales combatives et puissantes, une gauche suffisamment importante. C'est aussi dans ce combat que les 49,2 % de Mitterrand vont compter.

Car, pour réussir à maîtriser les problèmes actuels, les techniques économiques ne suffisent pas. La gauche proposait des réformes de structures fondamentales. Giscard ne peut que laisser faire, tout en tentant de réduire la résistance de l'opposition. En essayant, dans un premier temps, de séduire les Français. Puis en cherchant à les « intégrer ». Tâche difficile, vu les traditions du peuple français, la force de la gauche. Mais, pour ne pas disparaître, il lui faut à tout prix réussir. C'est-à-dire élargir sa base sociale.

La lutte va être dure. Sur tous les plans. L'enjeu des dossiers économiques que le nouveau Président a trouvés sur son bureau est — aussi — là. C'est dire s'il est d'importance.

GUY PERRIMOND

changer la vie sociale et économique

LA ROUTIERE COLAS CEDE

La Routière Colas a reculé. Ce géant de la route, qui emploie près de 1 300 salariés et dont l'activité s'étend de la fabrication de l'asphalte jusqu'aux plus gros chantiers de travaux publics et de construction, a dû se soumettre aux exigences des travailleurs. Sur les 800 salariés de la région parisienne, un nombre important d'entre eux ne gagnaient pas encore le Smic. « Vous augmenter revient à compromettre l'équilibre financier de l'entreprise », leur répondait-on depuis des semaines alors qu'ils dénonçaient cette situation.

Loin de se laisser impressionner, ils se sont mis en grève le 16 mai avec l'appui de la C.g.t., majoritaire dans l'entreprise. Du manœuvre au chef de chantier, des chauffeurs aux conducteurs d'engins, l'arrêt de travail a été suivi à une immense majorité. Huit jours plus tard, la direction cédait : les salaires seront augmentés de 15 % d'ici au mois de juillet. le 13e mois est maintenant acquis pour tous et les jours de grèves, payés à moitié, seront récupérés pour l'autre moitié.

Forts de cette victoire, les travailleurs ont repris le travail lundi.

LA FORMATION PERMANENTE ACCUSEE

Les 130 salariés d'Interlangues ne pensaient pas que leur grève les entraînerait si loin : jusqu'à un manifeste des travailleurs de la formation permanente.

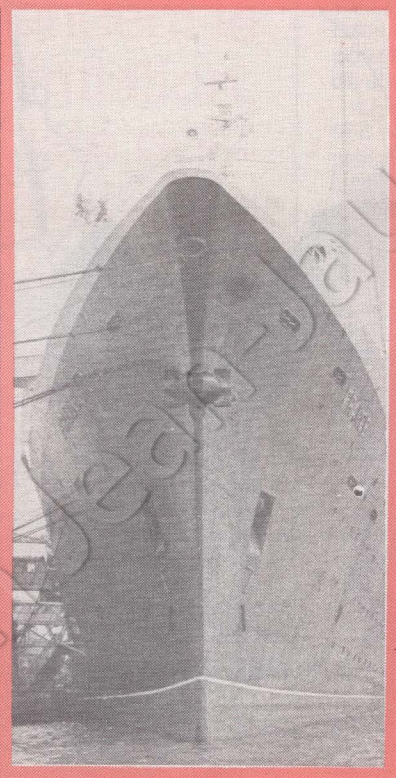
Le 6 mai, dans ce cours privé, parce que la direction met à pied le délégué du personnel, la majorité des enseignants se met en grève. Et c'est l'explosion de toutes leurs revendications. Ils en ont assez de travailler sans aucune garantie de l'emploi : ils sont moins d'une dizaine sur 130 à avoir des contrats de travail écrits. L'un d'entre eux, professeur d'anglais, a été obligé de se battre pendant 15 mois pour obtenir une feuille de salaire : la paie s'effectue généralement de la main à la main. La plupart d'entre eux ne sont même pas sûrs d'être inscrits à la Sécurité sociale. Beaucoup d'étrangers — Anglais, Allemands, Américains, Italiens — donnent même leurs cours sans être en règle avec la législation du travail.

Très vite, les professeurs d'Interlangues se sont aperçus que, dans tous les cours de formation permanente, le sort des employés était le même. Grâce à un comité de grève efficace, le 21 mai, un grand meeting de la formation permanente a lieu à la Mutualité ; 10 à 15 écoles y sont représentées, dont les cours Pigier et Berlitz.

Tout le système de la formation permanente s'y trouve dénoncé. Présentée par le patronat comme le remède à tous les problèmes d'emploi, la formation permanente n'est en fait qu'un faux-semblant social, qui sert les besoins de l'entreprise, sans tenir aucun compte des souhaits des salariés.

Les grandes sociétés ne retiennent qu'une chose : 1 % de la masse salariale doit êtreobligatoirement consacré à cette formation et leur sert de paravent social. Peu leur importe, dans ces conditions, de payer 10 cours à 100 F ou 100 cours à 10 F. Une excellente occasion pour les directeurs d'écoles de leur facturer de 100 F à 180 F l'heure de cours quand les professeurs, eux, touchent de 18 à 25 F horaires.

Face à ce scandale, les professeurs de la formation permanente ont décidé de créer un comité intersyndical inter-écoles.



ALLEZ FRANCE

Le paquebot France a repris la mer vendredi dernier avec son équipage au complet. «Giscard à la barre » n'a pas osé licencier les 150 employés, comme la Compagnie générale transatlantique l'avait envisagé il y a deux mois. Une première victoire pour l'équipage du paquebot. Mais les syndicats restent vigilants. Bien que le France ait repris ses rotations régulières sur New York via Southampton, ils veulent obtenir des garanties sur l'avenir du navire et sur le plein emploi pour le personnel navigant.

VICTOIRE CHEZ COLUMBIA

Pour la première fois, les salariés de l'usine Columbia, à Issy-les-Moulineaux, se sont mis en grève le 14 mai. Dans cette entreprise, filiale de la société Ronéo, où sont fabriqués des fichiers rotatifs, les salaires sont très bas et la vétusté des locaux accentue encore la pénibilité des conditions de travail. Soutenus par la C.f.d.t., seul syndicat représenté, les travailleurs posent leurs revendications : 150 F pour tous et une revalorisation de la prime journalière de repas à 5 F.

A la suite du refus de la direction, l'usine est occupée dès le lendemain. La campagne présidentielle y est-elle pour quelque chose ? Deux jours avant le 2e tour de scrutin, brusquement, la direction accepte toutes les revendications. La création d'un local syndical est même accordée. Tous les salariés recevront 150 F progressivement d'ici à novembre. Ils obtiennent aussi une progression du pouvoir d'achat garanti de 3 % pour 1974, calculé sur le salaire moyen de l'entreprise.

Une victoire complète pour leur première grève et surtout la prise de conscience de leur force collective face au patronat.

SANS PEUR... PAS SANS REPROCHE

Bayard, le n° 1 du vêtement pour homme, théâtre « d'un plan de redressement ». Autrement dit, 210 licenciements doivent intervenir dans l'immédiat, aussi bien dans les ateliers Guichier-Coste de Villeurbanne (600 salariés) que dans les ateliers Forelly de Saint-Chamond (350 salariés).

Qui a décidé de ce plan de redressement, nécessaire, paraît-il, à cause « d'opérations commerciales malheureuses » ? La Scofad. Autrement dit, un holding qui a absorbé ces deux usines et derrière lequel se cachent le trust Rhône-Poulenc-Textile, la Lainière de Roubaix et des banques telles que le Crédit lyonnais.

Les opérations commerciales malheureuses, les trois syndicats C.g.t., C.f.d.t. et C.g.c. n'y croient pas un instant. Dans son journal patronal, la Scofad ne cache pas ses nouvelles orientations économiques : elle veut des « unités de production de 200 à 300 personnes, unités plus souples » pour répondre aux exigences de profit maximum du patronat français de l'habillement.

Le personnel de l'entreprise ne l'entend pas de cette oreille. Délégations, débrayages, meetings, manifestations, distributions de tracts, les travailleurs entendent bien utiliser tous les moyens pour défendre leurs deux usines. La marque Bayard, après tout, ce sont eux qui en ont fait la renommée.

Allemagne

L'APRES-BRANDT

Le nouveau chancelier de l'Allemagne fédérale, Helmut Schmidt, est en France dès ce vendredi pour y rencontrer le nouveau président de la République française et son nouveau Premier ministre. A Bonn comme à Paris, les hasards de la vie et de la politique ont en effet abouti à des changements d'équipe. Par la vertu d'une Constitution plus souple, les choses sont allées plus vite en Allemagne qu'en France.

En effet, en quelques jours, l'Allemagne fédérale a changé de président de la République, de Premier ministre — le Chancelier — et de gouvernement. La coalition des libéraux et des sociaux-démocrates reste en place. Et les commentateurs cherchent, au travers du changement des hommes, s'il y aura changement de politique.

Le nouveau président de la République fédérale est bien connu. Walter Scheel a été sans interruption ministre des Affaires étrangères du gouvernement Brandt depuis octobre 1969. A l'origine de la naissance de la coalition, il avait vaincu sur cette question son adversaire dans son parti, Eric Mende — depuis passé aux chrétiens-démocrates — en lui enlevant en janvier 1969, au cours d'un congrès réuni à Fribourg qui marqua le cours nouveau de la politique libérale, la présidence du Parti.

A peine deux mois plus tard, le 5 mars 1969, la nouvelle politique voulue par la majorité des libéraux se concrétisait spectaculairement par un vote en faveur du candidat social-démocrate à la présidence de la République. Ainsi, dans l'année, un tournant décisif était pris par l'Allemagne fédérale. Pour la première fois depuis sa création, la Démocratie chrétienne se trouvait éliminée de toutes les principales fonctions et du pouvoir. Une nouvelle équipe était en place avec Heinemann à la présidence, Brandt à la chancellerie et Scheel à la tête du Parti libéral, allié fidèle et nécessaire.

La rencontre d'une date prévue depuis longtemps — la fin du mandat du président Heinemann qui, invité à se représenter, a refusé en invoquant son âge et celui de sa femme — et de la crise ouverte par l'affaire Guillaume a bouleversé l'équipe, celle qui, pour reprendre une formule du chef de l'Etat ouest-allemand, s'était efforcé de montrer qu'« il y avait une autre Allemagne que l'Allemagne nazie ».

Cependant, le changement n'est pas aussi total qu'on voudrait le laisser croire. Walter Scheel est président de la République et, si cette fonction ne dispose pas de l'autre côté du Rhin de pouvoirs aussi grands que ceux attribués par les institutions de droit et de fait qui existent en France, l'autorité qui lui est attachée est considérable. Le président Heinemann, protestant rigoureux et modeste, en avait usé avec beaucoup de modération. Il était d'ailleurs plus moraliste qu'homme politique et acceptait mal de participer aux jeux parfois trop souples qu'impose la gestion des affaires. Il l'avait bien prouvé lorsque, cofondateur de la Démocratie chrétienne et ministre de l'Intérieur de Konrad Adenauer, il avait rompu avec celui-ci parce que, en chrétien et pacifiste, il refusait le réarmement de l'Allemagne. Il rejoignit la social-démocratie en 1957, à l'aise dans un parti qui, répudiant le marxisme, en avait cependant conservé la générosité et affirmait une volonté de réconciliation de l'Allemagne avec le monde et avec elle-même.

"Schmidt la grande gueule"

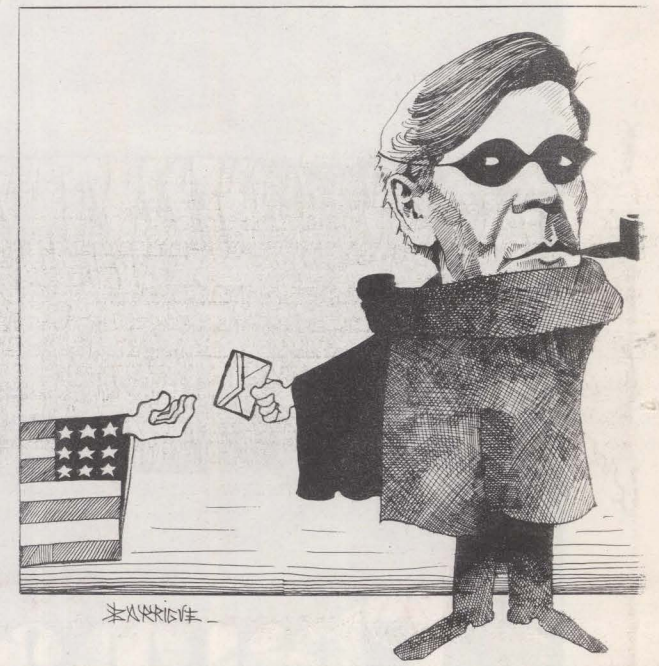
Walter Scheel a au contraire prouvé combien il connaissait à fond le métier politique. Son gouvernement du Parti libéral, d'abord affaibli par les trahisons et les luttes intestines, est un modèle du genre. En tant que ministre des Affaires étrangères, il fit preuve d'une souriante fermeté — et il lui en fallut souvent alors que l'Allemagne assurait sa prééminence économique, qu'elle traitait avec les difficiles partenaires de l'Est et qu'elle préservait à la fois son capital européen et son capital atlantique. Le « style » du président Scheel ne sera pas celui du président Heinemann.

Celui d'Helmut Schmidt, nouveau Chancelier, ne sera pas non plus celui de Willy Brandt — qui reste président du Parti social-démocrate. « Schmidt la grande gueule » — tel est le surnom qui lui a été donné — est célèbre par sa sècheresse de langage, par son absence complète de sentimentalisme et par sa rigueur technique. Economiste de formation, il a été depuis 1969 successivement ministre de la Défense et ministre des Finances — après la démission de Karl Schiller. Curieuse répétition : il est en effet celui auquel on pense pour remplacer lorsqu'un départ ouvre une crise. Ce qui prouve au moins la confiance qu'on lui porte dans les rangs de la majorité du Parti social-démocrate. De la majorité en effet, car, ouvertement classé à l'aile droite du Parti, il s'est révélé le pourfendeur attitré des Jusos et de la gauche. Mais son attachement entier à l'organisation n'est pas mis en cause, pas plus que son hostilité fondamentale à l'adversaire chrétien-démocrate : en 1966, il s'oppose avec véhémence à la formation du gouvernement de grande coalition, qu'il considérait comme un compromis indigne du Parti et de la cause qu'il défendait. La C.d.u. ne gagne pas au change avec le départ de Willy Brandt et l'arrivée à la chancellerie d'Helmut Schmidt. Elle ne peut espérer ni en la bonne foi ni en la naïveté — ce sont les reproches hypocritement faits au Chancelier démissionnaire — du nouveau chef de gouvernement.

Pour remplacer Walter Scheel au ministère des Affaires étrangères, le Parti libéral a désigné son propre Schmidt, en la personne d'Hans Dietrich Genscher, Allemand de l'Est expatrié depuis 1952 et ministre de l'Intérieur du précédent gouvernement. « Je me sens Prussien », proclame avec plaisir le nouveau promu, fort éloigné de la jovialité du jovial Scheel. Là encore, le « style » risque de manquer de rondeur.

Autre différence : le passé. Heinemann et Brandt avaient été des résistants actifs au régime hitlérien ; le premier à l'intérieur, le second en exil. Ils ont redonné à l'Allemagne sa conscience. L'immense majorité des Allemands qui avaient seize ans et plus en 1945 ont fait la guerre. Comme Schmidt et Genscher, qui furent officiers de la Wehrmacht. La page est ainsi tournée et ceux qui, sans être nazis, furent simplement Allemands, ne se sentent plus devoir rougir.

Sur le fond, l'essentiel demeure cependant. Le triumvirat Scheel-Schmidt - Genscher poursuivra la politique d'ouverture à l'Est sans défaillance. Seulement, la R.d.a.



Helmut Schmidt.

doit savoir qu'elle aura à faire à des gens qui n'ont pas oublié l'opération Guillaume et qui, en eux-mêmes, la soupçonnent de n'avoir pas tout à fait involontairement facilité la tâche de l'opposition chrétienne-démocrate. A l'intérieur, deux grands projets du gouvernement Brandt seront réalisés avant la fin du premier semestre 1975 : la réforme fiscale, qui diminuera de dix milliards de marks le poids de l'impôt sur le revenu des petits et moyens salariés, et le projet de cogestion, sur la base du compromis déjà obtenu.

La coalition a ainsi prouvé, alors qu'une crise sérieuse semblait ouverte avec la démission de Willy Brandt, sa solidité. La social-démocratie, ébranlée par une succession d'échecs électoraux, a de son côté montré qu'elle ne manquait ni d'hommes d'autorité ni d'équipes de poids. Dans un pays d'ordre, ces arguments ont leur valeur.

CLAUDE FUZIER



Jean Rostand préside le Comité de lecture de la grande collection LIBERTE EGALITE FRATERNITE L'Humanité en Marche

groupant des historiens, écrivains, journalistes, universitaires, responsables syndicalistes, militants politiques de tous les horizons de la pensée et de l'action démocratiques et socialistes.
Quel a été le but exaltant de ces hommes, parfois confrontés entre eux, et soudain unis devant une aspiration commune ?
Présenter sous une forme unique à ce jour une vaste fresque de tous les mouvements révolutionnaires, populaires, démocratiques du monde entier.
La forme ? Chaque volume comprend une préface, une étude, un roman, d'auteurs prestigieux et de personnalités de premier plan.
L'ampleur ?

LES PERIODES HISTORIQUES QUI CHANGERENT LA FRANCE :
1789, 1793, les Trois Glorieuses, la Commune de Paris, le Front populaire.

LES GRANDES ETAPES DE L'HISTOIRE MONDIALE :
l'Amérique latine, l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Afrique, etc.

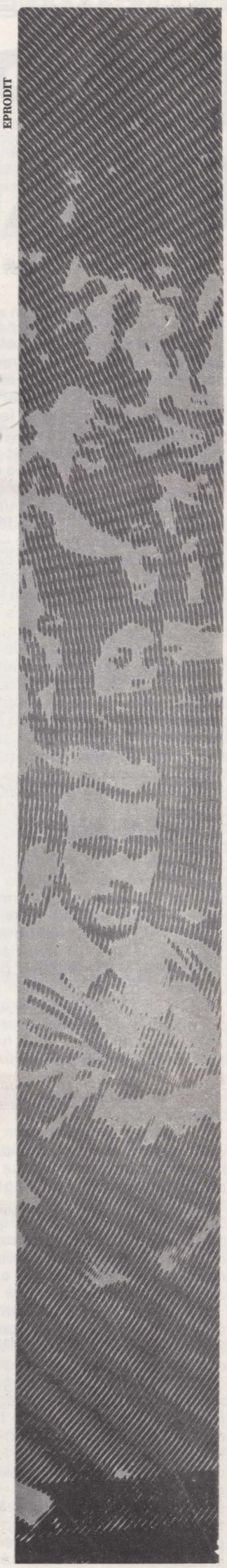
LES THEMES-FORCE QUI MOBILISERENT LE GENIE ET LE COURAGE DES HOMMES :
l'abolition de l'esclavage, la liberté de la presse, l'école démocratique, les conquêtes ouvrières, les résistances à l'oppression, la lutte contre le racisme.

LES PROBLEMES-CLEFS DE LA SOCIETE CONTEMPORAINE :
l'industrialisation, les paysans, la jeunesse, la femme.

Deux cents ans de lutte à travers le monde vers une société plus juste, plus fraternelle, plus pacifique vous permettront de mieux comprendre le présent, d'imaginer l'avenir.
"L'Humanité en Marche - Liberté Egalité Fraternité" vous offre la vision la plus large, la plus objective - puisqu'il s'agit d'une œuvre collective - la plus accessible, la plus vivante de l'histoire du monde démocratique.

Pour tous renseignements s'adresser aux Editions Martinsart, 58 rue des Capucins 41-Romorantin

EPRODIT



changer la vie culturelle

Cinéma

UN CONTE DE FEES A L'ENVERS

Au milieu de la vague de scandales politico-financiers que connaît la France depuis quelques années,l'évocation cinématographique de l'escroc Stavisky pouvait multiplier les clins d'œil ; Alain Resnais n'a pas fait ce film-là. Ce pouvait aussi être — ces temps-ci, on adore... — un document historique, comme le « Dossier noir » sur Stavisky que la télévision nous a proposé la semaine dernière ; mais « Stavisky » a délibérément (personnages imaginaires, pas de recherche des ressemblances physiques, etc.) laissé l'Histoire à la porte et Resnais n'a pas fait ce film-là. Non plus un libelle politique sur l'homme qui a été le prétexte du 6 février 1934 et, indirectement, a secoué tout le système politique de l'avant-guerre ; une enquête-analyse à la Francesco Rosi démontant les rouages de la collusion argent-Pouvoir ; mais « Stavisky » est presque l'anti-« Affaire Mattei ». Le texte de Sartre que le scénariste Jorge Semprun a choisi pour exergue pourrait induire en erreur : « Les aventuriers feront flamber l'énorme entrepôt de marchandises qu'est la société bourgeoise et, pour finir, ils se jetteront dans les flammes. » Mais il semble que Resnais se soit plus intéressé au destin suicidaire de l'aventurier qu'au grand incendie des « entrepôts » de la société bourgeoise.

Car Resnais a toujours marqué un goût prononcé pour les « héros faibles » : c'était vrai pour les protagonistes de « La guerre est finie », de « Je t'aime, je t'aime » — son (admirable) précédent film, qui ne trouva malheureusement pas son public, alors trop occupé ailleurs que dans les cinémas... c'était en mai 1968. C'est vrai à nouveau. « Fonceur » protégé par les puissants du jour, Stavisky — enfin, le Stavisky de Resnais ! — en apparence ne ressemble certes pas à un faible ; mais c'est pire : un être vulnérable. Son intelligence et son fameux charme sont des défenses bien insuffisantes, les blessures cachées de ce funambule sont profondes et ont plusieurs noms : la poursuite effrénée d'un bonheur qui se dérobe, ce que trahit parfois un silence angoissé ou un bref moment de dépression... Une femme infiniment fragile qui est le ressort même de chaque pensée, de chaque acte de Stavisky... Une amère lucidité sur ce Tout-Paris en adoration bête et sur cet argent que Stavisky méprise en le « flambant »... Ce rêve de puissance que la possession de la puissance n'arrive pas à assouvir et rend plus désespéré encore...



On comprend que Resnais ait tout sacrifié au portrait d'un tel personnage et qu'il ait, pour en parler, réutilisé un des procédés favoris de sa propre grammaire cinématographique : un personnage mobile agissant autour d'un personnage - pivot (Arlette) tout aussi important, même s'il est fixe. L'essentiel étant que l'histoire de ce personnage puisse se raconter, selon l'expression de Resnais, comme « une légende », « un conte de fées » et conserve au héros une part au moins de son opacité. De ce point de vue — et même si Belmondo ôte un peu de ce mystère — la rencontre de Resnais est inespérée avec Stavisky, cet aventurier qui trafique d'un argent qui n'existe pas, cet homme qui a la passion du théâtre — c'est-à-dire de la forme la plus élaborée du mensonge — et que fascine la mort puisque « même elle est manipulée par le Pouvoir et la police », comme le dit Semprun à « l'Unité ». Que Resnais ait d'ailleurs, au profit de « Stavisky », abandonné un projet de film sur l'auteur fantastique Lovecraft, explique cette volonté de conserver à l'homme Stavisky ses ténèbres.

Ainsi « Stavisky », un peu comme hier « Lacombe Lucien », est à la merci de tous les contresens. De ce film subjectif, les clés sont toutes dans l'œuvre de Resnais, pas dans les manuels d'Histoire. Une fois encore, les personnages de l'auteur de « Marienbad » s'avancent masqués.

S.R.

UN MINISTRE COGNEUR

Voici encore une « surprise » qui n'étonnera que les naïfs : Giscard d'Estaing a fait nommer au « ministère de la Qualité de la vie » (qui regroupe la Culture et l'Environnement) un spécialiste de la répression culturelle. Il avait le choix entre Durafour — maire de Saint-Etienne qui s'est opposé à la nomination de Jean Dasté à la direction de la Maison de la Culture de sa ville — Boisdé — qui en 1968 a chassé Monnet de la Maison de la Culture de Bourges — et Jarrot, qui a tout fait en Saône-et-Loire pour que Francis Jeanson abandonne la Maison de la Culture de Chalon-sur-Saône.

Giscard a choisi André Jarrot, maire de Montceau-les-Mines et député de Saône-et-Loire. On peut s'y attendre : Jarrot va se mettre en chasse contre tous ceux qui « pensent à gauche », contre tous ceux qui, de près ou de loin, ressemblent à Francis Jeanson. Des menaces de Druon on va passer aux actes de Jarrot ; car cet ancien R.p.f. naturalisé U.d.r. ne lésine pas sur les moyens : qu'on se souvienne de ses calomnies contre Francis Jeanson ou, plus récemment, des « cassages de gueule » organisés à Montceau-les-Mines (sa ville) contre des photographes et des militants de gauche lors d'un meeting du candidat à la présidence de la République Valéry Giscard d'Estaing.

Druon braillait. Jarrot va cogner.

J.-P. L.

Télévision

HONNEUR A LA RECHERCHE

Depuis des années, le service de la Recherche de l'O.r.t.f. travaille dans la pauvreté. Ce qui ne l'empêcha pas de produire les meilleurs moments de la télévision française. On pourra s'en rendre compte au cours des manifestations organisées du 5 au 18 juin au cinéma La Pagode (57 bis, rue de Babylone, Paris 7e), à l'occasion du quinzième anniversaire du service de la Recherche.

Quinze années d'essais, quinze années de novations et de découvertes : Pierre Schaeffer peut être fier de son labeur. Ses principaux collaborateurs, ceux qui l'ont aidé dans sa longue patience, seront là chaque soir pour débattre de leurs travaux et des problèmes de l'audiovisuel : Igor Barrère, Gérard Patris, Liz Deramond, Jacques Brissot, Raoul Sangla, François Weyergans, Jean-Claude Lubtchansky, etc. Nous leur devons des portraits, des études sociologiques, des reportages sociaux, des émissions historiques, des dramatiques ou des documentaires. A chacune de leur œuvre s'attache une volonté de faire progresser le langage de l'image.

Hormis quelques courts métrages diffusés dans les circuits cinéma — par exemple en première partie de « Stavisky » — peu de Français malheureusement connaissent les émissions du service de la Recherche, car elles sont généralement diffusées en fin de programme à des heures tardives. Les Parisiens pourront en deux semaines rattraper ces rendez-vous manqués et voir une centaine de chefs-d'œuvre. Puisse cette initiative revoir le jour ultérieurement dans plusieurs villes de province...

UN MAGNETOSCOPE EN FOREZ

Action culturelle

De notre envoyé spécial.

Le samedi est traditionnellement jour de marché à La Ricamarie, ville minière de 12 000 habitants située à quelques kilomètres de Saint-Etienne. Les bistrots ne désemplissent pas. La place de la mairie prend des allures de ruche. Aucun attroupement ne devrait surprendre. Un vieux mineur tombe pourtant en arrêt, ahuri, et pousse son copain du coude : « Ah ben ça, alors ! La télé en plein air, maintenant ! Et l'matin ! » Au beau milieu du marché en effet, haut perché sur un échafaudage, trône un téléviseur ; autour, c'est l'agglutinement. Le copain explique au vieux mineur : « L'autre jour ils étaient au café du coin, là-bas. Je les ai aussi vus sur le terrain de boules et à l'amicale laïque. Ma femme m'a dit qu'ils vont aussi parfois à la résidence des vieux. Et puis, il paraît qu'ils sont tous les jours dans le hall de la mairie. » « Ils », c'est Jean-Louis Maubant et les animateurs audiovisuels du Centre régional d'action culturelle (Crac) venus tout spécialement de Sail-sous-Couzan pour donner un coup de main aux animateurs locaux du Centre culturel de La Ricamarie.

Pendant trois mois — c'est la durée du contrat signé entre le Crac et la municipalité de La Ricamarie — ils ont fabriqué quotidiennement un journal télévisé local. « Télé-Ric » a été une expérience exceptionnelle qui a permis de jeter une ébauche de ce que serait l'animation culturelle par l'audiovisuel... si l'Etat se décidait à financer vraiment les besoins culturels. Il y a quelques années, La Ricamarie détenait le record de la plus grosse consommation annuelle d'alcool par habitant. Grâce à l'ouverture de trois bibliothèques municipales, elle est devenue une des villes où on lit le plus. Il faut dire que la municipalité consacre 40 % de son budget aux affaires culturelles, scolaires et sportives. On se doute qu'il s'agit là d'une municipalité d'Union démocratique.

Shakespeare pour les bourgades

L'aventure du journal télévisé de La Ricamarie s'est donc logiquement inscrite dans la suite des efforts déployés pour « changer la vie » de cette cité. Au début, l'homme de la rue a été un peu surpris. Puis il s'est habitué. Surtout parce que les thèmes traités par « Télé-Ric » étaient les problèmes quotidiens de la population : la vie des mères de famille, la voirie et l'état des routes, la hausse des prix, la crise du charbon et la reconversion des mineurs, l'urbanisme et le plan d'exploitation des sols, les associations sportives, le projet de C.e.s. expérimental, le club du troisième âge, la vie musicale de la cité, l'obstacle des conditions de travail... Ainsi est née en quelque temps une véritable culture locale : chaque problème a été porté à la connaissance de l'ensemble des habitants au hasard des rues, des places, des salles de réunion ou des bistrots. Si la culture est bien ce qui donne à l'homme le moyen de comprendre et de maîtriser son existence, on peut dire qu'à La Ricamarie la culture est descendue dans la rue.



Le sculpteur Jean-Claude Gallaud et les enfants de Sail au travail.

Ce n'est pas là la moindre efficacité du magnétoscope : il peut aller dans n'importe quel lieu et s'y adapter, alors que les autres formes culturelles traditionnelles — y compris le cinéma — sont contraintes de s'installer dans un local fixe et définitif, qui devient vite un « temple » dont certaines catégories sociales n'osent pas franchir le seuil. L'audiovisuel, ainsi, permet l'application de deux idées chères à Francis Jeanson :

1) aller au public et non pas attendre qu'il vienne à la culture ;

2) partir des problèmes d'une population donnée et non pas lui en inventer avec de beaux préjugés artistiques et intellectuels. L'opération menée à La Ricamarie donne aussi raison à Jean-Louis Maubant, directeur du Crac, qui affirme volontiers : « Il est possible actuellement, pour toute agglomération, de se munir d'un secteur d'animation audiovisuelle couvrant à la fois l'information, le social et le culturel. » Les résultats ne pouvant être que positifs, et ce pour deux raisons : d'abord, parce que le langage de l'image est accessible immédiatement au plus grand nombre ; ensuite, parce que l'animateur audiovisuel aboutit parfaitement à sa fonction qui consiste à s'effacer devant le résultat de l'animation. L'animateur use du micro et de la caméra. Il s'en sert comme d'un miroir : il renvoie aux gens leur propre image ou l'image de leurs voisins ; il reste caché derrière le miroir.

La Ricamarie n'est pas le premier essai de Jean-Louis Maubant. Il a déjà « joué du magnétoscope » au Creusot, où il était directeur de la Maison des arts et loisirs. Son travail a été jugé trop subversif par le maire U.d.r. Il a été licencié. Il a alors tenté sa chance à la 7e Estivade de Couzan. C'était l'été dernier en Forez. Des reportages ont été faits, un film a été tourné sur la renaissance économique et culturelle du Forez. Tout l'été, dans les cafés, dans les hameaux, les habitants de la région ont eu sous les yeux ces bandes de magnétoscope qui leur racontaient leur propre histoire.

Tout avait commencé en 1961 quand un groupe d'intellectuels lyonnais, grossi de quelques ouvriers et jeunes agriculteurs foréziens, avait décidé de transformer les ruines du château de Goutelas-en-Forez en centre de rencontres. Ils firent venir Duke Ellington, le mime Marceau et une exposition Picasso. On assista à la résurrection des chants et danses populaires de la région. En 1962, naquit la Cave coopérative des vins du Forez et se mit en place un programme de modernisation rurale : organisation de la production laitière, reprise de la fabrication de la fourme, création d'auberges, etc. Parallèlement, les Estivades prirent de l'ampleur et, en 1967, Marcel Maréchal, directeur du Théâtre du VIIIe de Lyon, installa « Shakes-

Le magnétoscope peut jouer dans la vie d'un peuple le rôle qu'ont tenu autrefois les troubadours, les bateleurs et les théâtres ambulants.





Michel Houzet, maire de Sail-sous-Couzan.



La citadelle.

peare notre contemporain » dans la citadelle de Couzan. Les trente tonnes de matériel nécessaires à l'installation de la scène, des décors et des gradins du public montèrent la colline sur le dos des conseillers municipaux. « Jusqu'en 1965, raconte Michel Houzet, maire de Sail-sous-Couzan, la droite tenait la région. Cette année-là, j'ai été élu avec toute la liste de la gauche. C'est alors que nous avons pris en compte l'expérience de Goutelas et en charge des projets communs. Pendant que Maréchal jouait Shakespeare, nous exposions des lithographies de Picasso, Miro, Braque, Chagall, etc. Il s'agissait, il s'agit encore d'amener les gens à échapper à la fascination de la médiocrité qu'exerce sur eux l'O.r.t.f., de les amener à regarder leur pays et à le prendre en charge culturellement et économiquement. » Les Estivades se sont donc poursuivies d'année en année avec le Théâtre du VIIIe de Lyon, avec la Comédie de Saint-Etienne, avec le Théâtre de Bourgogne. En même temps ont été inventés de toutes pièces un groupement pour la promotion de l'artisanat rural, un centre culturel communal, un centre équestre régional, une société d'aménagement touristique des monts du Forez. Le tout autour du dynamisme de bourgades de quelques milliers d'âmes — il y a 1 500 habitants à Sail !

« Jusqu'à présent, dit Michel Houzet, nous n'avons pas reçu un seul centime de l'Etat, pas un seul non plus du Conseil général de la Loire. » Dans ce simple énoncé sonne à la fois comme une petite pointe de fierté et comme une condamnation sans appel de la politique culturelle du Pouvoir. En 1965, c'est une minorité qui était décidée à se colleter avec l'avenir du Forez. Aujourd'hui, c'est l'ensemble de la population qui a pris conscience de sa propre force et de ses propres possibilités. En racontant une décennie d'efforts et de résultats, la vidéo-animation en campagne — au moyen du film « Renouveau économique et culturel en Forez » — y a beaucoup contribué. Là encore, on peut voir l'utilité de l'audiovisuel dans sa fonction de « diseur ». La preuve est faite que le magnétoscope peut jouer dans la vie d'un peuple le rôle qu'ont tenu autrefois les troubadours et les trouvères, puis les bateleurs, et les théâtres ambulants.

"Les messieurs du ministère"

Il ne faudrait pas en conclure que l'audiovisuel doit régner en maître et étouffer toute autre forme d'intervention culturelle. L'exemple de Sail montre au contraire que les besoins créés par les interventions audiovisuelles permettent de réelles percées dans les autres secteurs artistiques. Pendant que les sept films du Crac étaient projetés dans les villages, le Théâtre de Bourgogne jouait trois pièces à la citadelle du Couzan, Jean-Roger Caussimon et Francesca Soleville faisaient des animations-variétés, les sculpteurs de la région Rhône-Alpes exposaient à la ferme de la Citadelle avec le photographe Rajak Ohanian, le peintre Cueco s'emparait des cimaises du Centre culturel, le sculpteur Jean-Claude Galland construisait avec les enfants et à leur intention un jardin-promenade, etc. Pendant le reste de l'année, Galland est également présent pour des interventions dans le cadre scolaire du « tiers-temps pédagogique » ; et pour assurer le fonctionnement d'ateliers de photo, d'émaux, de céramique et de poterie.

L'installation du Crac à Sail-sous-Couzan a permis l'extension des activités locales aux régions Rhône-Alpes-Auvergne et plus particulièrement à la micro-région du Forez, pour laquelle il vient d'obtenir une subvention du Fonds d'intervention culturelle. Grâce à son action, l'animation va devenir possible dans des petites communes désargentées de 300 à 1 000 habitants. Et la 8e Estivade de Couzan va devenir le 1er festival du Forez, éclaté sur les trois communes de Sail-sous-Couzan, Leigneux-en-Forez et Goutelas-en-Forez. De fait, le Crac est devenu en un an un véritable service public qui, agissant comme conseiller culturel et praticien, sert de catalyseur et de coordonnateur à une région que « les messieurs du ministère » avaient délibérément oubliée. A travers le Crac est en train de se mettre en place une action culturelle dans les villes moyennes, petites villes et milieux ruraux. Au début de cette longue marche, le magnétoscope est indiscutablement l'outil le plus pratique et le plus mobile.

Que l'audiovisuel trouve enfin sa place dans l'action culturelle est important. Que cette tentative ne soit pas le fait d'un aventurier isolé, mais qu'elle reçoive le soutien de groupements divers, constitue aussi une nouveauté manquante. En effet, aux membres fondateurs du Crac de Sail-sous-Couzan (les animateurs, les élus municipaux du Forez et des enseignants) sont venus se joindre des membres associés tels Francis Jeanson, Louis Cousseau, directeur de l'Association technique pour l'action culturelle, des syndicalistes, des conseillers généraux, une critique dramatique, Raymonde Temkine, et des représentants du Parti socialiste et du Parti communiste.

Il n'est pas possible que la réussite du Crac et de son aventure forézienne ne fasse pas boule de neige.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

Après l'opération 19 mai

par Bernard Pingaud

Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, François Mitterrand nous invitait à faire du « porte à porte ». Le hasard (un hasard qui n'était pas tout à fait fortuit) a voulu que, ce jour-là, la Section socialiste des écrivains tînt sa réunion mensuelle. C'est ainsi qu'en quelques heures, à l'initiative de Gérard Delfau, fut proposée, discutée et financée l'« opération 19 mai ». Il s'agissait de frêter un mini-car, muni d'une « sono », qui irait toucher les électeurs sur place : dans la rue ou les marchés, à la sortie du travail, voire sur la plage. Grâce à un don supplémentaire, nous avons pu, dès le lendemain, monter une deuxième expédition. Entre le 10 et le 17 mai, un car a donc traversé la Vendée et le Sud-Ouest (Bordeaux, Bayonne, Biarritz, Saint-Jean-de-Luz) pour aboutir à Pau, tandis qu'un autre sillonnait la banlieue et la couronne de la région parisienne (Reims, Chartres, Caen). Les deux caravanes se sont retrouvées le 17 mai à Rouen, où elles ont organisé en commun un meeting-spectacle.

Participaient à l'entreprise, autour de Gérard Delfau, de Georges Hirsch et d'une équipe de militants et de techniciens, des artistes (Catherine Sauvage, Pascal Danel, Gilles Dreu, Danjel et Xavier Gélin, Stéphane Reggiani) et des écrivains (Nicole Avril, Suzanne Prou, Erik Arnoult, François-Régis Bastide, Georges Conchon, Jérôme Peignot, Bernard Pingaud).

Aidés par les fédérations locales, nous nous sommes efforcés, dans chaque ville, de choisir le lieu d'intervention le plus favorable, en donnant la préférence (puisqu'il fallait convaincre les indécis) à ceux où, a priori, nous risquions de rencontrer un public qui n'était pas acquis d'avance. Chaque intervention au micro était accompagnée d'une distribution de roses, de tracts ou de journaux, d'une vente du livre de la campagne, « Mitterrand : l'homme, les idées », et suivie d'une discussion avec les personnes présentes.

De cette expérience originale qui sera bientôt, je l'espère, racontée dans un livre collectif, chacun d'entre nous tire sa leçon. La mienne est à la fois personnelle et politique.

Personnelle : on ne vit pas plusieurs jours de suite en caravane, on ne discute pas avec des inconnus dans la rue sans que se dévoilent de nouveaux rapports humains. A des écrivains habitués aux réunions closes, entre spécialistes, l'occasion s'offrait de découvrir un geste dont ils n'ont guère l'habitude : le militantisme. Disons, même si cela peut paraître naïf, que nous avions, pour la première fois, l'impression de faire quelque chose. **Sans surestimer l'importance d'une telle action dont l'effet est évidemment difficile à mesurer, c'était vraiment le passage de la théorie à la pratique, au rapport direct avec les « autres », — ces autres dont nous parlons toujours mais que nous ne rencontrons jamais : ouvriers, pêcheurs, paysans, personnes âgées, femmes, jeunes, plus ou moins intéressés par l'élection, les uns sympathisants, les autres hésitants ou franchement hostiles, mais tous réels, présents devant nous, posant le problème délicat du premier contact, du langage commun à trouver pour établir le dialogue.**

Politique : on peut penser, d'ores et déjà, que ce type d'interventions décousues, improvisées, parce qu'elles surprennent un public qui n'y est pas préparé, est plus payant que la traditionnelle réunion où ne viennent que les convaincus et l'opposant de service. Je ne sais pas combien nous avons gagné de voix. Mais la manière de les gagner a son importance : en allant discuter sur place, nous avons pu prouver, au moins, que la gauche ne craignait pas le débat démocratique direct, qu'au contraire, c'était le sens même de son action. Comme, au surplus, l'opération est relativement peu coûteuse, il semble qu'au cours d'une prochaine campagne, et peut-être hors campagne, des caravanes de ce genre devraient se multiplier dans toutes les régions où la gauche reste minoritaire.

A trois conditions, toutefois. La première est que le passage de la caravane soit préparé et soutenu par une fédération active, par des militants locaux qui sachent où et quand nous pouvons le plus utilement intervenir. La seconde est que chaque équipe soit conduite par un « politique » (qui peut, d'ailleurs, être aussi un écrivain ou un artiste) rompu à la discussion et capable de répondre aux questions les plus diverses. Il ne suffit pas de témoigner par sa présence physique ; il faut encore avoir les arguments pour convaincre.

Enfin, l'expérience montre qu'un visage connu est le meilleur moyen de provoquer la curiosité. Nous autres écrivains, nous avons pu mesurer, une fois de plus, combien peu nous comptions à côté d'un chanteur dont la télévision et le disque ont popularisé le nom. Il ne s'agit pas de sacrifier au culte de la vedette. Catherine Sauvage ou Gilles Dreu ne nous accompagnaient pas en tant que vedettes et l'objectif n'était pas d'amadouer l'électeur avec des chansons. Mais que Catherine Sauvage ou Gilles Dreu sortent de leur rôle habituel pour dire, en termes très simples, les raisons de leur soutien à la candidature de François Mitterrand, c'était en soi un phénomène beaucoup plus surprenant et beaucoup plus convaincant pour le paysan de La Roche-sur-Yon ou le « surfeur » de Biarritz que l'apparition de tel ou tel écrivain dont le nom ne disait rien à personne.

Une dernière remarque : nous avons tous été frappés de voir à quel point la peur du changement traumatisait ceux qui, normalement, auraient dû être à nos côtés. Cette peur a des racines idéologiques et culturelles profondes. La société capitaliste en crise n'a à offrir à ses citoyens aucun espoir, aucune idée susceptibles de provoquer un rassemblement des énergies. Mais sa ruse idéologique suprême consiste, précisément, à dévaloriser toute idée, toute conviction, de telle sorte qu'elle n'ait plus devant soi que des citoyens séparés, anesthésiés, conditionnés, pour qui le monde actuel est le seul possible, chacun s'y débrouillant comme il peut. Il sera très difficile de détruire ce sentiment qui n'atteint même pas la conscience claire et qui s'exprime, le plus souvent, par une dérobade, ou un refus buté. Nous avons contre nous les moyens les plus puissants d'aliénation, à commencer par l'Or.t.f.et les mass media. Il faut pourtant trouver les voies d'accès qui permettront enfin de renverser la tendance. Ma conviction personnelle est que ce dernier combat devra être culturel autant que politique. Je veux dire que l'objectif n° 1 sera moins de fournir aux gens les éléments d'une idéologie nouvelle que de leur faire franchir ce seuil de non-conscience, de non-responsabilité derrière lequel ils croient pouvoir échapper à toute idéologie. A cet égard, l'opération 19 mai me semble s'inscrire exactement dans les perspectives de l'action culturelle que nous n'avons cessé de défendre tout au long de la campagne. Ce n'est, bien sûr, qu'un moyen parmi d'autres. Mais la victoire dépendra, en définitive, de notre capacité à utiliser tous ces moyens, y compris les plus immédiats, les plus modestes, pour rendre à la culture son vrai sens qui est de susciter l'interrogation. Avant de convaincre, il faut mobiliser. Les réponses que nous proposons n'auront aucun écho si nous ne parvenons pas, d'abord, à réveiller ceux qui ne songent même plus à se poser des questions.

François Mitterrand déclarait récemment que, s'il lui fallait établir un programme politique en dix points, l'un de ces points concernerait à coup sûr l'école maternelle, son développement et son épanouissement. A quoi certains auraient pu rétorquer qu'il venait ainsi au secours de la victoire, puisqu'il est entendu une fois pour toutes que l'école maternelle est une des grandes réalisations de l'éducation française.

De fait, « notre » école maternelle dispose d'un droit d'aînesse incontestable. De tous les pays d'Europe occidentale, elle est la plus développée. Elle est aussi la plus ancienne, puisqu'en 1881, alors qu'elle ne s'appelait pas encore « école maternelle », elle regroupait déjà 600 000 enfants. Et depuis quinze ans, son développement a été régulier et constant.

C'est ainsi qu'en 1960-1961, on ne comptait en France que 27 235 classes regroupant 1 177 920 enfants ; aujourd'hui, il y a 50 679 classes et elles accueillent 2 098 835 enfants — il s'agit d'estimations, exactes à quelques centaines près. Sans être vertigineuse, l'augmentation a donc été importante. Si l'on mesure la valeur de l'enseignement à la progression du nombre d'enfants accueillis, nul doute que le régime a volé de victoire en victoire...

Il convient cependant de nuancer quelque peu cet optimisme. Et d'abord parce que le taux d'encadrement, en quinze ans, n'a guère évolué. Il y avait en moyenne 38,8 élèves par classe en 1960-1961 ; on arrive à 38,55 en 1972-1973, après être passé par 41,2 en 1966-1967. En moyenne, chaque maîtresse devait, en 1972-1973, s'occuper de 38,9 élèves ; en 1960-1961, elle devait s'occuper de 39,7. Comme on le voit, on est loin, à cet égard, des progressions vertigineuses. Le taux d'encadrement en maternelle, c'est comme le taux de profit. Il tend à la baisse, mais ce n'est qu'une tendance.

Plus de "guerre des boutons"

Une tendance d'autant plus ténue que, depuis l'entrée en vigueur du VIe Plan, l'improvisation et le coup par coup ont été, comme partout, la règle. Les planificateurs avaient retenu une hypothèse où, la fécondité étant décroissante, la demande de scolarisation en maternelle serait élevée ; ils arrivaient ainsi à 2 053 000 enfants en 1975. Nous sommes déjà à 2 098 000. Mais le Pouvoir n'avait retenu que l'hypothèse d'une demande plus faible de scolarisation (1 961 000 en 1975). Du coup, les demandes ont pulvérisé les prévisions et le ministère de l'Education nationale en est réduit à naviguer à vue. Il est vrai que, d'un autre côté, il peut faire observer que le taux d'accueil des enfants a crû sensiblement. En 1960-1961, l'enseignement maternel (public et privé) accueillait 9, 9% des enfants de 2 ans ; ce taux était, en 1972-1973, de 23,5%. De même,

Maternelles POUR DES MAISONS DE L'ENFANCE

Ce n'est pas parce que la France a plusieurs longueurs d'avance en ce qui concerne les maternelles qu'il faut attendre dans l'apathie que les autres nous rattrapent.

en 1960-1961, on accueillait 61,2% des enfants de 5 ans en maternelle ; on atteint actuellement le taux invraisemblable de 104,7 % — en fait, environ 95 %, compte tenu des doubles inscriptions et des inscriptions pour la forme effectuées par certains parents.

Au total, et si l'on se borne à additionner les effectifs préscolaires comme on additionne les tonnes de sucre produites chaque année, le bilan actuel est « satisfaisant ». La vieille carriole tout essouflée de l'Education nationale est parvenue tant bien que mal à maintenir, sur 15 ans, ses taux d'encadrement et à doubler ses taux de fréquentation. Au rythme où elle va, elle peut espérer, au terme du Xe Plan, accueillir tous les enfants de 5 ans et la plupart des gosses ayant 2, 3 et 4 ans dans des classes de 35 présents environ, c'est-à-dire de 40 inscrits — c'est ainsi qu'on compte rue de Grenelle. Avec l'aide d'une démographie qui s'apaise, cela devrait pouvoir se faire progressivement. Bref, une « belle arrivée » — enfin une !

Le problème, à vrai dire, est de savoir à quoi on sera au juste arrivé de cette façon. Plus qu'une question de moyens « en soi », les écoles maternelles posent le problème des buts qu'on leur assigne, et les moyens à fournir découlent de ces buts. Quand, en 1886, la IIIe République leur donna leur nom, les écoles maternelles n'étaient rien d'autre que des garderies. C'est pourquoi le souci du législateur était d'assurer un taux d'encadrement qui permette une surveillance réelle. On prescrivit donc, en 1887, un maximum de 50 enfants par classe qui est encore en vigueur (!) — sauf en grande section, où on l'a abaissé à 45 en... 1972.

Mais il y a longtemps que la conception de la maternelle-garderie est dépassée. Les buts de l'institution sont aujourd'hui infiniment plus nobles. Dans un de ces passages lyrico-technocratiques dont on a le secret du côté du Pouvoir, le rapporteur du VIe Plan écrivait (page 48) : « Outre son rôle social de garderie, l'enseignement préscolaire se voit désormais attribuer un triple rôle éducatif (...) tendant à la sociabilité de l'enfant, à son éveil culturel et à la compensation précoce des handicaps familiaux qui en fait un instrument de l'égalisation des chances ». Il ne faisait d'ailleurs que résumer les circulaires officielles, dont on ne saurait nier le bienfondé : avec l'urbanisation et le développement du travail des parents loin de leur domicile, les cellules de base qui, dans la France rurale d'hier, assuraient la socialisation et l'éveil culturel des enfants ont disparu. Il n'y a plus de ces bandes de galopins dont « La guerre des boutons » retraçait les exploits et où les enfants se posaient en s'opposant. Où sont passées les veillées, réunions familiales et fêtes villageoises où l'enfant s'imprégnait de la culture de son milieu ? C'est à la collectivité d'assurer, aujourd'hui, la satisfaction de ces besoins.

De même, tous les éducateurs s'accordent à reconnaître que la question de l'apprentissage rapide et correct de la lecture lors du cours préparatoire est décisive pour l'avenir scolaire — et donc, partiellement, social — des enfants. Comme l'indique Guy Georges, responsable Ecoles maternelles du Syndicat national des instituteurs, « cet apprentissage s'effectue dans un court laps de temps — quelques semaines au cours desquelles se produit le déclic décisif — entre 5 et 7 ans. » Le moment où se produit ce déclic dépend essentiellement du « bagage culturel » dont l'enfant dispose en entrant à la « grande école ». S'il n'a pas l'habitude de s'exprimer, si le seul matériel linguistique dont il dispose est pauvre en abstractions, mais riche en images — c'est un langage populaire — il aura du mal à comprendre le langage scolaire, qui va comme un gant aux enfants de la bourgeoisie. De là proviennent les importants taux d'échec en cours préparatoire, qui sont des plaies de notre école primaire.

Envie de s'exprimer

Cependant, les éducateurs s'accordent aussi à reconnaître qu'il en va des handicaps culturels comme de tous les autres (psycho-moteurs, psychologiques, etc.). Pris à leur début, à un moment où ils ne sont rien

→



POUR DES MAISONS DE L'ENFANCE

de plus que des tendances, ils peuvent être corrigés, parfois très aisément — en quelques heures, voire en quelques minutes. En revanche, si les gosses s'installent dans ces difficultés, elles deviennent insurmontables. Or en matière de langage, on admet que, jusque vers 3, 4, 5 ans, il est possible de « faire quelque chose » de positif. Ecoutons madame Gauchée, directrice de l'école maternelle de la rue Le Vau à Paris (20e) : « Je prends l'exemple du langage. Il faut faire parler les enfants. Mieux vaut qu'ils parlent chacun cinq minutes par jour à leur maîtresse que de l'écouter à longueur de semaine sans jamais s'exprimer. C'est ainsi qu'on peut leur apprendre à s'exprimer correctement. Non pas de façon répressive. Simplement en répétant, mais correctement dit, ce que l'enfant vient d'exprimer ». Plus généralement les enfants, plus encore que les adultes, ne font bien que ce qu'ils ont envie de faire. Et les envies qu'on éprouve correspondent toujours à des besoins. L'enfant qui aura envie de lire, besoin de lire et d'écrire, apprendra forcément vite et bien ces deux activités. Or, ce sont des besoins suscités par l'environnement. On voit bien, sur ce point, ce que peut apporter l'école maternelle : en donnant aux enfants envie de s'exprimer, en les véhiculant jusqu'au seuil de la communication écrite, elle peut et doit leur servir de marchepied, de même qu'elle doit les « délier » en tous domaines, en les habituant à faire travailler leur imagination, à maîtriser leur corps, à avoir l'esprit critique.

L'école maternelle est donc riche de virtualités. Quant à la réalisation de celles-ci, on est cependant loin du compte. Si, pour le Pouvoir, l'égalisation des chances était autre chose qu'un slogan, on aurait trouvé dans le rapport du VIe Plan toute une étude sur cette question. Ce qui aurait amené à constater, en premier lieu, que le taux de scolarisation en maternelle augmente avec le niveau social des familles... Selon une enquête publiée en 1973 par l'Institut national d'études démographiques, 72,6% des enfants de cadres se trouvant en cours préparatoire avaient préalablement été en école maternelle, contre 33,2% des enfants d'agriculteurs (données de communes rurales). Dans l'agglomération parisienne, 70 % seulement des enfants d'O.s. y étaient passés, contre 91,2% des enfants de cadres. Autrement dit, l'école qui a pour but de « compenser » les inégalités sociales reçoit pour l'instant en priorité les enfants des couches privilégiées !

Il y a à cela, bien entendu, de nombreuses raisons. La première est que l'aspect « culturel » de l'école maternelle est admis en majorité par les gens des classes supérieures, alors que les couches populaires ont plutôt tendance à le refuser : « Le programme d'apprentissage (des maternelles) est fondé sur une définition savante de l'enfant comme apprenti intellectuel (opérations logiques), comme créateur artistique, qui est fort éloignée de la définition de l'enfance dans les classes populaires. Le programme et la pédagogie de l'école maternelle, bien acceptés et bien décryptés dans leurs intentions par les classes supérieures et une frange importante des classes moyennes, déconcertent les parents des classes populaires, pour qui l'école est avant tout un lieu où l'on devrait « apprendre quelque chose »... » (1).

Dans ces conditions, on comprend la tendance des « gens du peuple » à ne pas inscrire leurs enfants en maternelle. A quoi madame Gauchée fait observer que le phénomène — qu'elle a pu elle-même constater — est promis à une disparition certaine : « En fait, il arrive souvent que les mères de famille populaire ne placent chez nous un premier enfant que contraintes et forcées : logement trop exigu, travail loin du domicile, etc. Mais quand elles observent le bien que cela fait à leurs gosses, elles changent d'opinion et nous envoient délibérément et de bon cœur les suivants. »

Au reste, il faudrait examiner en détail la politique d'implantation des écoles maternelles. L'accueil des enfants en maternelle ne constitue nullement pour les pouvoirs publics une obligation. Ils n'ont donc pas à construire et équiper des maternelles en fonction des données démographiques,mais en fonction des demandes exprimées par les collectivités locales. Compte tenu de ce qui précède, la demande exprimée est certainement plus importante dans les quartiers résidentiels que dans les banlieues populaires. Et c'est bien pourquoi l'obligation pour l'Etat d'accueillir tous les enfants susceptibles d'être inscrits par leurs parents est une revendication prioritaire.

Institutrices à roulettes

Il s'en faut de beaucoup que l'orientation actuellement suivie soit celle-là. C'est un fait, par exemple, que les écoles maternelles rurales sont trop peu nombreuses. Avec le génie qu'on lui connaît pour les solutions simples, Pierre Messmer avait proposé à Provins des écoles-caravanes, dont on n'a jamais vu la couleur, et des écoles à mi-temps, avec des maîtresses itinérantes. L'expérience, à fort relent publicitaire, a été tentée, en Gironde et en Corrèze notamment — par hasard, sans doute. On a donc vu des enfants se rendre à l'école du village trois fois trois heures par semaine, tandis que les maîtresses partageaient leur service sur trois villages, à raison de 9 heures par village.

Faut-il dire qu'un tel bricolage n'a rien à voir avec une politique d'enseignement maternel conséquent, avec les buts qu'on lui a officiellement assignés ? Une telle politique devrait, en premier lieu, multiplier les classes maternelles, notamment en milieu rural ; non seulement à coups de crédits, mais aussi grâce à des solutions astucieuses et novatrices qui n'ont rien à voir avec les classes et les institutrices à roulettes de Messmer. Des gens y réfléchissent, comme ceux du Groupe d'étude pour la défense et la rénovation permanente de l'école maternelle (Gedrem). En second lieu, le taux d'encadrement devrait être porté à 35 inscrits dans un premier temps, à moins si possible par la suite : le travail de dépistage et de compensation des handicaps, d'éveil à l'expression physique et artistique, est impossible dans des classes surchargées. Par delà, il faudrait établir une liaison sérieuse entre les crèches et les maternelles, entre ces dernières et l'enseignement primaire ; pourvoir ces différentes institutions non seulement d'un personnel éducatif bien formé — il l'est souvent — mais également d'un personnel complémentaire formé pour s'intégrer dans les équipes éducatives, pour être « dans le coup . Il faudrait encore développer les groupes d'aide psycho-pédagogique (G.a.p.p.), trop peu nombreux. Il faudrait un plan d'ensemble permettant la coordination des services existants. Il faudrait des locaux spécialisés, avec des aires et salles de jeux, de vrais dortoirs bien isolés, des salles de réunion, etc.

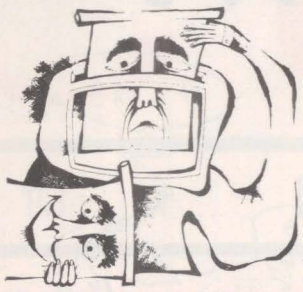
A ces conditions, sur lesquelles sont d'accord tous les syndicats progressistes d'enseignants et les partis de gauche, les écoles maternelles pourront rendre à la collectivité des services plus qu'appréciables. C'est vrai que la France dispose encore pour l'instant, en ce domaine, de plusieurs longueurs d'avance sur ses voisins. Ce n'est pas une raison pour attendre dans l'apathie qu'ils nous rattrapent.

Au-delà, on pourrait demander bien d'autres choses à l'école maternelle. Par le brassage qu'elle est susceptible d'opérer, elle pourrait contribuer à l'éclosion d'une société plus fraternelle, d'une société autogérée. A cet égard, les éducateurs notent à quel point la conception bourgeoise de l'enfance a pour résultat de rabougrir les individus en les surprotégeant. L'enfant faible, irresponsable, inconscient ? D'innombrables expériences prouvent qu'il n'en est rien pourvu qu'on le fasse se sentir fort, responsable, conscient — c'est-à-dire qu'on le mette en situation de l'être. Les réflexions du Gedrem ouvrent sur ce point des perspectives d'autant plus passionnantes qu'elles sont le fait d'une organisation qui regroupe des gens de toutes professions et conditions : syndicalistes enseignants et ouvriers, associations familiales, médecins, chercheurs, psychologues, fonctionnaires de l'Education nationale, enseignants syndiqués ou non, tous venus d'horizons politiques fort divers, quoique évidemment progressistes. Il paraît que la lecture s'apprend à l'école. Pourquoi pas l'autogestion et le socialisme ?

JEAN-PIERRE MOULINS

(1) Interview de J.C. Chamboredon et J.C. Prévot à « Petite enfance », revue du Gedrem, décembre 1973. Gedrem : 94, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 31 MAI

Au magazine Questionnaire : les femmes sont-elles un sous-prolétariat ? (21 h 30, ch. 3).

La médicale de Barrère-Lalou : l'ophtalmologie (21 h 40, ch. 1).

SAMEDI 1er JUIN

« Ordinateur et citoyens » au magazine Horizon (17 h 45, ch. 2).

Une dramatique de Jean Lhote : « La famille Grossfelder » (20 h 30, ch. 1).

« Récit-théâtre » sur une pionnière du mouvement ouvrier américain » « La ballade de maman Jones » (20 h 40, ch. 3).

La 2e partie du portrait d'Henry Miller (22 h 10, ch. 1).

« Du Rio Bravo à la Terre de Feu », une émission musicale de Descotils et Thévenot (14 h 30, France-Culture).

DIMANCHE 2

Sofia Loren et Brando dans le dernier film de Chaplin : « La comtesse de Hong-Kong » (20 h 45, ch. 1).

Reprise d'une passionnante dramatique de Lenz : « La leçon d'allemand » (20 h 45, ch. 3).

John Huston au sommet de son brio et de son humour : « Le dernier de la liste » (22 h 35, ch. 2).

LUNDI 3

« Les cops » un court métrage de Buster Keaton (18 h 20, ch. 1).

Un film drôle et charmeur de Ronald Neame : « Un hold-up extraordinaire » (20 h 40, ch. 3).

MARDI 4

A voir, a revoir, à re-revoir : « Le trésor de la Sierra Madre », un film de John Huston (20 h 35, ch. 2).

Pour le 30e anniversaire du Débarquement : « Le 6 juin raconté à Christian », de Roland Martin et Giles Perrault (21 h 30, ch. 1).

MERCREDI 5

D'Alain Duhamel, Campana et Bassi : Les trois vérités (20 h 30, ch. 1).

Un poste militaire sur la frontière mexicaine : « La charge de la 8e Brigade » — un fameux Raoul Walsh (20 h 35, ch. 2).

Le chanteur canadien Robert Charlebois « à bout portant » (22 h, ch. 1).

JEUDI 6

Néo-réalisme à la française : « Manèges », un film d'Yves Allégret qui fit date en 1949 (20 h 30, ch. 1).

Un reportage sur le canal de Suez au magazine 52 (20 h 40, ch. 3).



Livres

ROMANS

* **Charles Dodzyorski : Couleur mémoire (Editeurs français réunis).**

Le mûrissement d'un enfant traqué. Un réel « enchantement verbal », comme le dit Miguel Angel Asturias dans sa préface.

* **Jurek Becker : Histoire de Gregor Bienek (Flammarion).**

L'histoire d'une jeune Berlinoise de l'Est. Un sujet rarement abordé.

* **Robert Newton Peck : Mort d'un cochon (Flammarion).**

La vie des paysans américains de la vallée du Vermont.

POLICIERS

★ **Warren Kiefer : Le code Lingala (Hachette-Littérature).**

Le 18e ouvrage de la série « Thrillers ». Une collection qui commence à faire parler d'elle parmi les amateurs de romans policiers.

LITTERATURE

* **« Obliques », n° 4 : Don Juan, analyse d'un mythe (B.P. 1, Les Pilles, 26110-Nyons).**

Une bibliographie, une filmographie, une mythologie, des textes de Michel Butor, Max Frisch, Gustave Flaubert, etc.

* **France Vernier : L'écriture et les textes (Editions sociales).**

Un essai sur le phénomène littéraire.

Disques

* **Jean Vasca : « Un chant » (Discodis 17 0502).**

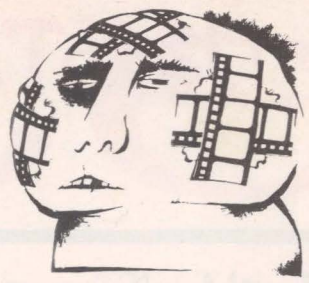
« Un chant qui prend feu au profond du corps... Des mots affamés qui montrent les dents ». Un chant pour demain.

* **Jacques Bertin (Alvarès 486).**

Un journaliste, militant politique et syndical, qui a choisi la chanson. Une poésie du quotidien et du fraternel.

* **Anne Sylvestre (Sylvestre 558 051, distribution Barclay).**

Ironie et humour baignés de tendresse. Une chanteuse parle en femme lucide qui se veut libre de ses choix ; en matière de maternité, notamment.



Cinéma

* **Steven Spielberg : Sugarland Express (à partir de mercredi).**

Fascinant. Le jeune réalisateur américain de « Duel » a décidément une très forte personnalité. Il le prouve à nouveau, à partir d'un « script » remarquable (prix du scénario au festival de Cannes) : le délire entraîné par le kidnapping insolite d'un flic par deux adolescents inconscients. Une drôlerie sarcastique dans le genre « Fantasia chez les ploucs » qui finit par tourner au drame parce qu'il y a trop de fusils en liberté au Texas et trop d'exigences du maintien de « l'ordre » dans une certaine Amérique.

* **Carlos Saura : La chasse.**

En attendant la sortie de sa « Cousine Angélique » (prix du Jury à Cannes), on peut se faire les dents sur ce plus ancien film de Saura : le psychodrame de la guerre d'Espagne à travers la malaventure d'une partie de chasse. Très inspiré par Bunuel - mais c'est du tout petit Bunuel.

* **En direct de Cannes.**

Certains soirs au T.e.p., jusqu'au 20 juin, les films présentés à Cannes dans le cadre de la Semaine de la critique et dans celui de la quinzaine des réalisateurs (20 h 30). Ce vendredi une allégorie politique : « La mort du directeur du cirque de puces » (Suisse) ; mardi : « El espiritu de la Colmena », l'Espagne après la guerre civile ; mercredi : « Hearts and minds », le Vietnam en guerre (U.s.a.) ; jeudi : « A bigger splash » (Angleterre).

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*60 F* ☐
normal d'un an à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement
au C.C.P. L'Unité ☐
3034980 La Source

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Guy Perrimond, Serge Richard (rédacteurs en chef), Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

SECRETAIRE DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Henri Delisle, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéï.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé.
Publicité : Régie Publicitaire, 2 rue du Cygne, Paris 1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris 9e. Tél. 523.10.35 (Jean-Pierre Lemaire).
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité.

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76-Yvetôt.

naphtaline et coloquinte

